

Étude exploratoire

**Dialogue entre la Banque mondiale
et les organisations de la société civile
sur les services urbains d'eau et
d'assainissement**

Projet de
Rapport final
Août 2007

Préparé pour le Réseau d'action pour l'eau
(FAN)

par Public World, Londres

1. Introduction et remerciements

Le Réseau d'action pour l'eau (FAN) a mené une étude exploratoire, avec l'appui de Public World, afin d'étudier des mécanismes permettant de poursuivre des dialogues sur les services urbains d'eau et d'assainissement entre les organisations de la société civile (OSC) et la Banque mondiale (BM) à l'échelle mondiale, régionale et nationale.

Suite à des recherches préliminaires et à un atelier organisé lors de la Semaine de l'eau de la Banque mondiale, l'étude exploratoire a structuré un processus pour permettre aux représentants des OSC et de la Banque mondiale de proposer des activités de dialogue. En contrepoint de ce processus, et sur la base d'entretiens avec des participants lors de dialogues antérieurs entre la Banque mondiale et les OSC et d'une discussion lors de l'atelier de Washington, les consultants ont rédigé des lignes directrices de processus et un ensemble de critères pour déterminer la faisabilité des propositions d'activités de dialogue. Les projets de lignes directrices et de critères de faisabilité ont fait l'objet d'une vaste consultation et 38 propositions d'activité de dialogue ont été évaluées sur cette base.

En qualité de consultants chargés de l'étude, Brendan Martin et Sue Cavill du bureau Public World ont travaillé en étroite collaboration avec le Groupe consultatif du FAN et, notamment Danielle Morley et Ceridwen Johnson au Secrétariat du FAN à Londres et avec le Bureau chargé des questions liées à l'eau de la Banque mondiale, tout particulièrement Meike van Ginneken et Eric Dickson. Ils souhaiteraient saisir cette occasion pour leur adresser leur sincère reconnaissance pour la qualité de cette collaboration qui a fait de cette étude un projet passionnant et constructif et ils adressent aussi leurs remerciements à Stephen Turner de WaterAid (dont le FAN reçoit un soutien permanent, y compris les locaux qui l'abritent) et Jamil Saghir, Directeur de l'Énergie, des Transports et de l'Eau à la Banque mondiale. La motivation de chacun et de l'ensemble des organisations, le leadership et le soutien de chacune de personnes mentionnées plus haut ont réuni les conditions nécessaires à un projet réalisable et durable.

L'étude a également grandement profité de l'expérience et des connaissances de nombreuses organisations et de nombreux individus à travers le monde, par le biais de commentaires sur les avant-projets de documents, des propositions d'activités de dialogue, des observations sur les enseignements tirés d'initiatives de dialogue antérieures et de multiples autres façons. Ces précieuses contributions ont été beaucoup trop nombreuses pour en dresser la liste individuelle mais nous sommes persuadés que ceux que nous ne pouvons pas nommer partageront notre souhait d'exprimer notre vive appréciation à notre défunte collègue Mariana Suzuki Sell, de l'Instituto Ipanema du Brésil. En qualité de membre du Groupe consultatif du FAN et du réseau régional sud-

américain du FAN, Mariana s'est exprimée au nom du FAN à l'atelier de Washington en février 2007, atelier qui a constitué une composante importante de cette étude. Là comme à l'occasion de toutes ses contributions judicieuses et éclairées, l'intelligence et le professionnalisme de Mariana n'étaient égalés que par sa chaleur humaine, son charisme et son enthousiasme. Sa mort tragique lors de l'accident d'avion à l'aéroport de Sao Paulo le 17 juillet dernier nous a tous profondément attristés. Mariana manquera terriblement à tous ceux qui partagent sa lutte inlassable envers le droit à une eau salubre pour tous.

Outre cette introduction, ce rapport est structuré autour des sections suivantes :

2. Lignes directrices pour la conduite d'activités de dialogue	<i>page 4</i>
3. Critères de faisabilité pour l'évaluation des activités de dialogue	<i>page 9</i>
4. Activités de dialogue auxquelles il est donné suite	<i>page 11</i>
5. Chronologie de l'étude exploratoire	<i>page 22</i>
6. Prochaines étapes	<i>page 25</i>
 Bibliographie	 <i>page 26</i>
 Annexe 1 – Propositions reçues auxquelles il n'est pas donné suite	 <i>page 28</i>
Annexe 2 – Rapport provisoire sur l'étude exploratoire du FAN	<i>page 31</i>
Annexe 3 – Déclaration conjointe suite à l'atelier de Washington	<i>page 45</i>

2. Lignes directrices pour la conduite d'activités de dialogue

Suite à un vaste processus de consultation tout au long de l'étude exploratoire, ces lignes directrices ont été préparées pour être intégrées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités de dialogue.

1. Reddition de comptes et légitimité des activités de dialogue

Le dialogue entre la Banque mondiale et les OSC doit prendre en compte le fait que les clients de la Banque mondiale sont des gouvernements, qui ont (ou devraient avoir) leurs propres procédures de reddition de comptes au peuple, tandis que les OSC varient en termes d'envergure, de rôles et de mécanismes de reddition de comptes, variations qui affectent le degré et la nature de leur implication dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des projets. Le dialogue entre la Banque mondiale et les OSC devrait enrichir les fruits de ces relations sans chercher à les remplacer ou à les contourner.

Dans cette optique, une activité de dialogue doit être transparente, non seulement au niveau interne (entre les participants) mais aussi au niveau externe, de manière à ce que les citoyens et les OSC qui n'y participent pas mais qui s'intéressent néanmoins en toute légitimité à son impact sur les politiques et les projets, soient en mesure de suivre ce qui se passe. Ce point est essentiel non seulement parce que la Banque mondiale est une institution publique et que ses clients sont des gouvernements, mais aussi parce que les OSC qui cherchent à influencer sur la conception et la mise en œuvre des politiques et des projets devraient elles aussi avoir davantage de comptes à rendre.

Cependant, les participants à toute activité de dialogue ont avant tout des comptes à rendre à leurs propres groupes constituants et aux autres participants. Dans ce contexte, il est important de faire la distinction entre la volonté et l'aptitude à participer ; les participants aux activités de dialogue doivent être disposés à participer et capables de le faire, mais la bonne volonté et l'aptitude ne sont pas la même chose et chacune a des implications différentes. Les OSC prenant part aux activités de dialogue doivent veiller à ne pas se prévaloir d'une légitimité représentative auprès des autres acteurs de la société civile auxquels elles n'ont pas de compte à rendre mais parallèlement des efforts devraient être déployés pour inclure les OSC ayant une légitimité représentative au sein des personnes susceptibles d'être touchées par les résultats, et même de renforcer leur capacité à participer en tant que de besoin.

Bien que la participation à toute activité de dialogue donnée doive être ouverte à toutes les OSC dont elle pourrait affecter les membres constituants, il ne faudra pas attendre des organisations qui choisissent d'y participer qu'elles rendent des comptes à celles qui décident de ne pas le faire. Toutefois, conformément au principe de transparence, il devra exister une présomption en faveur de la divulgation publique des informations concernant une activité de dialogue et ceux qui choisissent de ne pas participer seront bien entendu libres d'émettre les commentaires qu'ils jugeront utiles.

2. Rôles et pertinence du dialogue

Le dialogue est nécessaire et souhaitable afin de permettre à un vaste éventail de points de vue souvent contradictoires d'être pris en compte dans l'élaboration des politiques et dans la conception et la mise en oeuvre des projets. Par conséquent, par sa nature même, il cherche à trouver un terrain d'entente entre des priorités et des intérêts conflictuels et entre des perspectives divergentes. On s'attend à ce que le dialogue sur les services d'eau et d'assainissement pour les pauvres des milieux urbains se poursuive de multiples autres façons, en dehors des activités de dialogue élaborées par le biais de cette étude exploratoire afin de promouvoir la durabilité des services urbains d'eau et d'assainissement.

Le dialogue n'est pas une fin en soi, mais il devrait contribuer à l'élargissement et à l'amélioration des services d'eau et d'assainissement durables pour les pauvres en milieu urbain. Les activités de dialogue entre les OSC et la Banque mondiale devraient, par conséquent, se concentrer sur cet objectif en étant pertinentes et, autant que faire se peut, en étant liées aux politiques et projets de la Banque mondiale. De plus, ce n'est que si une activité est pertinente pour les priorités de ses participants qu'elle obtiendra le temps et les autres ressources nécessaires pour l'aider à surmonter les difficultés inhérentes aux processus de dialogue.

Ces considérations impliquent que le calendrier des activités de dialogue devrait être lié à celui de la formulation des politiques et de la conception et mise en oeuvre des projets de la Banque mondiale, suivant les besoins, et qu'il faudrait prévoir suffisamment de temps pour permettre au processus de procéder à l'examen complet des questions associées et de surmonter les difficultés rencontrées en chemin.

S'il faut effectivement chercher l'accord lorsqu'il peut être obtenu, et prévoir assez de temps pour le faire, le dialogue ne saurait surmonter toutes les différences et il ne faudrait pas s'attendre à ce qu'il le fasse. Même lorsqu'il s'avère impossible d'arriver à un accord, l'apprentissage et la compréhension mutuels peuvent tout de même se trouver valorisés par le biais du dialogue. L'identification et la compréhension des désaccords persistants et des motifs à l'origine de ces désaccords peuvent constituer un résultat du dialogue tout aussi significatif que n'importe quel accord obtenu.

3. Inclusion et représentativité

Il s'ensuit des enjeux évoqués plus haut qu'il est nécessaire d'adopter une approche réfléchie et honnête envers les tensions associées à la légitimité, à la reddition de comptes et à l'inclusion ; il convient d'appliquer judicieusement des principes généraux à des contextes particuliers. Il ne peut y avoir de règles universelles applicables à une foule de contextes différents et il faut savoir reconnaître que les communautés ont leurs propres méthodes de dialogue et de consultation qui débouchent souvent sur un consensus, même si cela prend du temps. Il faut aussi du temps pour engager un processus de consultation et de partage de l'information au sein des OSC et des communautés.

Une activité de dialogue, quelle qu'elle soit, ne peut englober que des participants de bonne volonté, mais parmi ses participants devraient figurer, autant que faire se peut, le plus grand nombre possible d'OSC représentant des personnes susceptibles d'être affectées par ses résultats. Par conséquent, une activité de dialogue devra englober un processus de cartographie des parties prenantes, afin d'identifier des participants supplémentaires et/ou de définir les limites du statut de l'activité suivant le degré de participation effective.

Au niveau national et local, et notamment lorsqu'une activité de dialogue est directement liée à un projet de la Banque mondiale, il est souhaitable de prévoir l'inclusion de représentants du gouvernement.

Au moment d'identifier les capacités des participants potentiels pour ce qui est de leur participation véritable, une question importante à prendre en compte est celle de la langue, laquelle peut entraver l'inclusion, en particulier dans les rapports entre institutions internationales et communautés comprenant les plus pauvres. Les barrières linguistiques et leurs implications pour l'inclusion et l'exclusion doivent être identifiées et des solutions déterminées et mises en pratique. Dans la mesure du possible, il faudra fournir des services de traduction et d'interprétariat, selon les besoins, mais si les budgets sont insuffisants pour couvrir ces services, il faudra trouver d'autres solutions. À titre d'exemple, on pourrait envisager la présentation de rapports écrits ou verbaux aux groupes constituants potentiellement concernés par l'activité de dialogue, mais ne parlant pas la langue dans laquelle elle est menée, de même que leurs réactions à ces rapports. Bien évidemment, ces comptes rendus et les réactions de l'audience devraient se faire dans la ou les langues appropriées.

L'accès à la technologie peut lui aussi constituer un obstacle à l'inclusion et il faut le prendre en compte lors du choix du mode de toute activité et veiller en outre à ce que ce dernier soit adapté au thème et au lieu de l'activité. La technologie appropriée sera différente selon le contexte. Par exemple, les forums électroniques pourront s'avérer très efficaces pour promouvoir une participation large au dialogue mondial portant sur les politiques générales (sans oublier toutefois de considérer la ou les langue(s) dans laquelle (lesquelles) ces forums seront menés), mais ils seront fort mal adaptés pour un dialogue au niveau local portant sur un projet, lorsque des contacts et des réunions face à face seront beaucoup plus appropriés. Des considérations semblables s'appliquent à la question de savoir si le dialogue se fera par écrit ou oralement.

4. Leadership et engagement

Le dialogue requiert l'engagement des responsables à deux niveaux : individuel et organisationnel. Toute activité de dialogue nécessite des champions individuels dans les deux camps, mais ces champions doivent jouir de l'appui de leurs organisations et de leurs responsables respectifs, tout en bénéficiant du statut et des ressources nécessaires. Des ressources organisationnelles doivent être spécifiquement consacrées au dialogue et il faudra peut-être les chiffrer dans des budgets. Si l'on dépend trop de champions individuels, sans engagement suffisant de la part de leurs organisations respectives, le

dialogue peut devenir marginalisé et, si l'un des champions vient à s'en aller, impossible à maintenir.

5. Développer et nourrir la confiance

Les difficultés inhérentes aux activités de dialogue soulignent qu'il est impératif que, dès le départ, les participants soient fermement décidés à trouver les moyens de les surmonter et cherchent à comprendre leurs rôles, capacités, contraintes et pouvoirs respectifs. Ce n'est qu'en procédant ainsi que le respect et la confiance mutuels pourront se développer ; or, sans respect et confiance mutuels, le dialogue ne pourra pas être soutenu de façon productive.

À ce niveau, il y a des implications non seulement pour les rapports que les participants entretiennent dans le cadre de l'activité de dialogue, mais aussi en dehors de l'activité. Une activité de dialogue a beau être discrète, elle est néanmoins affectée par d'autres aspects de la relation entre les participants. Bien qu'il ne faille pas attendre des participants qu'ils fassent abstraction ou passent sous silence tout désaccord plus général entre eux, la manière d'exprimer ces désaccords aura forcément un effet sur les relations dans le cadre du dialogue.

Ceci a d'importantes implications directes concernant l'usage qui est fait par les participants des informations échangées dans le cadre de l'activité de dialogue, et indirectes, quant à la façon dont les participants expriment une opinion sur leurs rôles et activités respectifs. Ces considérations ne doivent pas venir affaiblir un discours public robuste, lequel reste parfaitement légitime, mais elles doivent être prises en compte dans les décisions portant sur la façon dont les participants et leurs organisations interviennent dans les débats publics.

Le processus de développement de la confiance a également des implications pour les calendriers des activités de dialogue, lesquels doivent prendre en compte le temps requis pour la définition concertée des objectifs, des mandats, des procédures opérationnelles, du suivi et de l'évaluation. Ce sont non seulement des éléments importants de l'activité de dialogue à part entière, mais la manière dont ils sont gérés et leurs effets sur les relations et la procédure contribuent en outre au processus global d'établissement de la confiance, lequel ne doit nullement être précipité.

6. Procédures opérationnelles

Une activité de dialogue requiert un mandat et des protocoles clairs, qui définissent ses objectifs, sa portée, ses calendriers et ses mécanismes de reddition de comptes. Il convient de les élaborer par le biais d'un processus de dialogue entre les participants à l'activité.

De même, les parties devraient, dès le départ, établir les ordres du jour, consigner les accords et les décisions et définir conjointement les attentes réciproques, les points de

référence, les grandes étapes, les dispositions de suivi et d'évaluation et une procédure de résolution des différends.

En bref, sur la base des présentes lignes directrices générales pour la conduite des activités de dialogue, les parties à toute activité donnée devront rédiger des directives et des protocoles de procédure pour l'activité les concernant, qui seront passés en revue à intervalles réguliers.

7. Ressources pour la participation

Le dialogue exige des participants qu'ils possèdent ou aient accès aux compétences et aux aptitudes requises et qu'ils puissent consacrer assez de temps et d'autres ressources aux efforts visant à assurer un degré de participation adéquat et productif. Les participants doivent pouvoir obtenir le soutien de leurs organisations pour disposer du temps et autres ressources nécessaires et pour pouvoir organiser leur emploi du temps en conséquence.

Au cas où les organisations participantes ne pourraient pas maintenir les ressources requises, l'activité de dialogue devra aborder le problème et tenter de trouver des solutions mutuellement acceptables, comme la formation, l'embauche de conseillers et un soutien financier pour les frais associés aux déplacements, à la présence aux réunions, aux services de traduction et d'interprétariat et autres besoins éventuels.

Pour obtenir les ressources requises pour permettre la participation, il s'agira souvent d'obtenir des fonds, ce qui est un problème en soi et soulève une autre question qui peut affecter la manière dont le dialogue est mené et qui découle de l'accès inégal aux ressources. Si la Banque mondiale est la source du soutien financier de l'activité, cela peut aboutir à une relation contractuelle entre les participants. Pour éviter les difficultés liées à l'association d'une relation contractuelle à une relation de dialogue, on préférera que les parties s'efforcent d'identifier conjointement les manques de moyens et cherchent des sources de financement externes pour y remédier.

Si un financement par une tierce partie est certes préférable, cela ne sera peut-être pas toujours possible. Lorsque la participation d'une OSC à une activité est financée par la Banque mondiale en tout ou partie, on veillera à bien distinguer la relation contractuelle qui en découlera de la relation de dialogue proprement dite. Ce point est important car la nature même des modalités de reddition de comptes de chaque partie est radicalement différente et la nature de dépendance propre à la relation contractuelle pourrait fragiliser l'indépendance que les participants doivent conserver dans la relation de dialogue, à moins que des efforts conscients ne soient déployés pour veiller à préserver cette autonomie.

3. Critères de faisabilité pour l'évaluation des activités de dialogue proposées

Pour évaluer la faisabilité des propositions d'activités de dialogue, nous devons prendre en considération non seulement la faisabilité de chaque proposition mais aussi la faisabilité de l'ensemble du programme. Ce dernier aspect est nécessaire pour deux raisons liées :

- Le but de cet exercice est non seulement de mettre en branle certaines activités de dialogue précises, mais aussi de le faire d'une manière qui permette à chacune un apprentissage mutuel et d'en dégager des enseignements susceptibles d'être diffusés à d'autres entités que les seuls participants.
- Parmi les contraintes s'exerçant sur la portée d'une telle initiative figure la capacité limitée, parmi les OSC d'une part mais aussi au sein de la Banque mondiale, et ces contraintes – en particulier en termes de concentration et de manque de temps des responsables – revêtent une importance non seulement pour chaque activité individuelle mais aussi pour l'ensemble du programme.

Au début de l'étude exploratoire, le mandat convenu entre la Banque mondiale et le Freshwater Action Network (Réseau d'action pour l'eau) prévoyait l'identification de 10 activités, tâche figurant parmi celles assignées aux consultants. Ce nombre, s'il n'est pas immuable, représente probablement la limite des capacités à ce stade (et peut-être la dépasse-t-il).

Si toute initiative se doit de faire montre d'une attitude ambitieuse, il n'est pas moins important qu'elle fasse preuve de réalisme. Si le processus s'avère surchargé dès l'une de ses premières phases, son potentiel de croissance et de production de connaissances pouvant être diffusées au-delà des entités directement concernées s'en verra amoindri.

Par conséquent, nous devons appliquer deux jeux de critères pour évaluer la faisabilité de chaque proposition d'activité de dialogue. Ces deux groupes sont le résultat du processus consultatif qui a occupé une place centrale dans cette étude exploratoire. L'un des groupes de critères s'applique à chacune des activités de dialogue et l'autre au programme global.

Pour évaluer la faisabilité de *chacune* des activités, nous tenons compte des aspects suivants :

- *Critère 1 – Concentration sur les services urbains d'eau et d'assainissement au profit des pauvres* : l'activité doit être clairement liée au développement de services urbains d'eau et d'assainissement, aux niveaux des politiques ou des projets, et doit viser à en permettre l'élargissement et l'amélioration, en particulier pour les pauvres.

- *Critère 2 – Le dialogue est l’axe central de l’activité* : bien que l’activité soit liée à une politique générale ou un projet, il doit s’agir d’une activité de dialogue à part entière, et non d’un nouveau projet de développement.
- *Critère 3 – Engagement et soutien organisationnel des deux côtés* : l’activité doit bénéficier d’un soutien engagé suffisant, tant de la part de la Banque mondiale que du côté de la société civile, aux niveaux individuel comme organisationnel, afin de venir à bout des problèmes dans un esprit de respect mutuel et de renforcement de la confiance.
- *Critère 4 – Capacité suffisante des deux côtés pour pouvoir démarrer* : si le critère 3 exige de l’activité que l’on puisse la faire avancer tout en renforçant son aptitude à surmonter les problèmes, elle doit démarrer avec une capacité suffisante des deux côtés afin de permettre à ce processus de prendre de la vitesse.
- *Critère 5 – Aptitude à obtenir les fonds requis* : outre le fait qu’elle doit être pertinente, comme indiqué au critère 1, l’activité doit s’inscrire en complément et non dupliquer des initiatives existantes et son calendrier, son plan de travail, les organisations participantes et son budget doivent pouvoir attirer des fonds.
- *Critère 6 – Modes de dialogue adaptés au lieu et au thème* : si certains modes de dialogue sont adaptés à certains thèmes et lieux d’intervention (du niveau mondial au niveau local), d’autres correspondront mieux à d’autres thèmes et d’autres lieux.

Pour évaluer la faisabilité de l’ensemble du programme, nous avons pris en compte le caractère souhaitable des aspects suivants :

- *Critère 7 – Diversité thématique* : les activités devront se compléter mutuellement et couvrir à elles seules un éventail aussi large que possible de thèmes pertinents.
- *Critère 8 – Diversité des lieux* : dans l’ensemble du programme, nous nous efforçons de parvenir à un équilibre entre les activités de dialogue de niveau mondial, régional, national et local, et de trouver un équilibre entre les régions.
- *Critère 9 – Diversité des modes* : tout en appliquant le critère 6 à chacune des activités, nous essayons de faire en sorte qu’une vaste gamme de modes de dialogue soit représentée dans l’ensemble du programme.
- *Critère 10 – Diversité des OSC* : sur ce point, étroitement lié au critère 8, nous tentons d’impliquer des OSC de différents types – allant du plaidoyer à la prestation de services, et de l’envergure mondiale à l’échelle locale.

Nous avons présenté en détail les critères que nous utilisons pour évaluer et étoffer les propositions non seulement pour satisfaire au besoin évident de transparence, mais aussi pour démontrer que, pour parvenir à ces critères, nous avons tenu compte du consensus qui s’était dégagé de la consultation menée durant l’étude exploratoire.

4. Activités de dialogue auxquelles il est donné suite

En tout, trente-huit propositions d'activités de dialogue ont été reçues. La longue liste des propositions d'activité auxquelles il ne sera pas donné suite ainsi que les raisons montrant pourquoi elles ne satisfaisaient pas aux critères de faisabilité retenus figurent en annexe.

Le tableau suivant présente la liste des 11 activités « faisables ». Une activité faisable satisfait aux critères de faisabilité visés plus haut et comprend :

1. *un ou plusieurs mode(s) de dialogue* (ateliers, soutien d'une équipe de projet, recherche commune, etc.) ;
2. *un niveau géographique* (mondial, régional, national, local) ; et
3. *un axe thématique* (réforme d'un service public, développement géré par la communauté, développement de services d'assainissement, etc.)

Tableau des propositions d'activité de dialogue en cours de développement. (Veuillez noter que toutes les activités proposées ne verront pas nécessairement le jour dans le format énoncé ci-dessous et que certaines pourraient fusionner.)

Pays	Activité	Contacts	Objectifs clés	Description	Prochaines étapes	Budgets proposés
<p><i>Activité de dialogue proposée No. 1</i></p> <p>Portée : mondiale</p>	<p>Coordination mondiale et enseignements tirés des activités de dialogue</p>	<p><u>Réseau d'action pour l'eau</u> Danielle Morley</p> <p><u>Banque mondiale</u> Meike van Ginneken Expert Senior en eau et assainissement, Département de l'énergie, des transports & de l'eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> Échanger les bonnes pratiques en matière de dialogue et de facilitation Partager les conclusions et tirer des enseignements des activités de dialogue Fournir une plate-forme de communication pour les activités de dialogue Apprendre à connaître la BM et sa façon de travailler/sa logique en matière d'E&A en milieu urbain Apprendre à connaître les OSC et leur façon de travailler/leur logique en matière d'E&A en milieu urbain 	<ul style="list-style-type: none"> Orientation du processus par le biais d'un accompagnateur/facilitateur au moyen de visioconférences (VC) et/ou de réunions périodiques en direct, pour identifier et discuter des défis, des percées (processus) et des conclusions (politiques) des activités de dialogue et pour mieux mesurer leur impact sur la BM et les OSC VC régionale dans les pays où la réforme urbaine est en cours Site web pour faciliter la communication entre les participants, et entre eux et les non-participants Documenter des études de cas sur les meilleures pratiques 2 détachements de 6 mois de la société civile à la Banque mondiale 	<p>Danielle et Meike sont en relation concernant leur proposition et ils attendent d'en savoir plus sur le développement des autres activités de dialogue avant d'étoffer leur proposition.</p> <p>Rôle de Public World :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences tripartites ➤ servir d'intermédiaire en cas de besoin ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l'activité <p>Prochaine étape : Danielle et Meike doivent étoffer leur proposition</p>	<p>Pas encore de budget</p>
<p><i>Activité de</i></p>	<p>Efficacité des</p>	<p><u>WaterAid</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> Mieux comprendre la 	<ul style="list-style-type: none"> Atelier mondial pour discuter du 	<p>Timeyin /Laura de WaterAid</p>	<p>£ 94.600</p>

<p><i>dialogue proposée</i> No. 2</p> <p>Portée : mondiale</p>	<p>investissements de la Banque mondiale dans le secteur de l'eau et l'assainissement</p>	<p><i>Timeyin Uwejamomere</i></p> <p><u>Banque mondiale</u> <i>Meike van Ginneken, Expert Senior en eau et assainissement, Département de l'énergie, des transports & de l'eau</i></p>	<p>conception des investissements de la BM dans le secteur E&A</p> <ul style="list-style-type: none"> • Discuter des mécanismes pour veiller à ce que ces investissements soient propices aux pauvres • Plan d'action concertée pour mener à bien les recommandations 	<p>mandat de l'examen commun, y compris la clarification de concepts clés tels que « l'efficacité » et « les pauvres des milieux urbains »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche dans les pays désignés • Ateliers (à l'échelle mondiale et nationale) pour examiner les conclusions des recherches 	<p>doivent soumettre une note conceptuelle révisée à Meike. Lorsque Meike aura reçu cette note, une discussion tripartite sera engagée entre WaterAid, la Banque mondiale et Public World. Après quoi, WaterAid et la Banque mondiale seront conjointement chargés de finaliser l'activité en définissant un planning, un budget, etc.</p> <p>Rôle de Public World :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences tripartites ➤ servir d'intermédiaire en cas de besoin ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l'activité <p>Prochaine étape : Timeyin /Laura de WaterAid doivent réviser le projet de note et le transmettre à Meike.</p>	
<p><i>Activité de dialogue proposée</i> No. 3</p> <p>Portée : nationale</p>	<p>Accès à l'eau des populations des zones hydro-écologiquement difficiles du Centre Bénin : villes de DASSA et GLAZOUE</p>	<p><u>Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin (LDCB)</u> <i>Romain Abilé HOUEHOU</i></p>	<p>Accroître l'accès à l'eau aux populations des zones hydro-écologiquement difficiles</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conférences • Visites d'études et démonstrations • Partenariats dans la conception et la mise en œuvre de projets d'approvisionnement en eau dans les villes des zones hydro-écologiquement difficiles du Bénin. 	<p>Discussion sur la proposition devant avoir lieu entre les OSC et la Banque mondiale en septembre – date de la prochaine mission de Christophe Prevost au Bénin. La proposition pourrait être</p>	<p>Pas encore de budget</p>

Bénin		<u>Banque mondiale</u> Christophe Prevost Expert Senior en eau et assainissement, Washington			révisée à la lumière de cette discussion. Rôle de Public World : <ul style="list-style-type: none"> ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences tripartites ➤ servir d'intermédiaire en cas de besoin ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l'activité Prochaine étape : Public World doit relancer Christophe Prevost.	
<i>Activité de dialogue proposée No. 4</i> Portée : nationale Bénin	Promotion des toilettes publiques dans la ville de Djougou	<u>Lambassa Institute of Cultural Affairs</u> Kassimou Issotina <u>Banque mondiale</u> Expert Senior en eau et assainissement, Washington	Amélioration des conditions d'hygiène dans la ville de Djougou	<ul style="list-style-type: none"> • Contacts informels occasionnels • E-mails • Visites d'enquêtes sur le terrain • Recherches communes • Ateliers de travail • Réunions régulières pour échanges d'informations • Rapports réguliers • Mise au point d'un document de procédure 	Discussion sur la proposition devant avoir lieu entre les OSC et la Banque mondiale en septembre – date de la prochaine mission de Christophe Prevost au Bénin. La proposition pourrait être révisée à la lumière de cette discussion. Rôle de Public World : <ul style="list-style-type: none"> ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences 	\$ 13.400

					<p>tripartites</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ servir d'intermédiaire en cas de besoin ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l'activité <p>Prochaine étape : Public World doit relancer Christophe Prevost.</p>	
<p><i>Activité de dialogue proposée No. 5.</i></p> <p>Portée : nationale</p> <p>Ghana</p>	<p>Gestion de l'assainissement dans des établissements informels urbains</p>	<p><u>Peoples Dialogue on Human Settlements</u> Brimah Rabiu Farouk</p> <p><u>Banque mondiale</u> Ventura Bengoechea, Expert Senior en eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître l'accès des pauvres à des pratiques élémentaires d'assainissement dans des établissements informels urbains • Accroître les investissements/prêts de la Banque • Identifier les meilleures pratiques dans les modèles d'assainissement in situ • Renforcement institutionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Documentation des meilleures pratiques • Programmes d'échanges pour partager, apprendre et renforcer les connaissances et développer des stratégies novatrices afin d'améliorer les services d'eau et d'assainissement • "Exercices d'auto-enquête" • Recherches communes • Développement de partenariats dans la conception et la mise en oeuvre de projets urbains d'eau et d'assainissement 	<p>Discussion sur la proposition devant avoir lieu entre Public World, l'OSC et la Banque mondiale en août lorsque Ventura Bengoechea rentrera de congé/mission (31/07/2007). La proposition pourrait être révisée à la lumière de cette discussion.</p> <p>Rôle de Public World :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences tripartites ➤ servir d'intermédiaire selon les besoins ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l'activité <p>Prochaine étape : Public World doit relancer Ventura Bengoechea.</p>	<p>US\$ 10.000</p>

<p><i>Activité de dialogue proposée</i> No. 6</p> <p>Portée : régionale</p> <p>Asie du Sud</p>	<p>Dialogue sur la façon de garantir l'accès à l'assainissement aux pauvres des milieux urbains en Asie du Sud</p>	<p><u>WaterAid Népal</u> <i>James Wicken</i></p> <p><u>WSP</u> <i>Soma Ghosh</i> <i>Moulik</i></p>	<p>Approfondir les connaissances sur la façon de garantir l'accès à l'assainissement pour les pauvres des milieux urbains par le partage d'information sur les modèles et les expériences réussies des ONG et de la Banque mondiale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une réunion de dialogue entre les OSC et les chefs de groupe d'action de la Banque mondiale. • En préparation du dialogue, les OSC documenteront des études de cas sur les approches réussies en matière d'assainissement urbain pour les pauvres et les chefs de groupe d'action mettront à disposition la documentation ayant trait à leurs projets passés, en cours ou prévus sur le même thème. • Ces études seront publiées dans un recueil qui démontrera les approches adoptées par différentes organisations dans la région. • Des visites d'étude seront organisées à certains des sites évoqués dans le document pour permettre aux participants de se faire une idée concrète des travaux. • Le dialogue régional pourrait être suivi par un dialogue mondial, peut-être par le biais d'une VC. 	<p>James et Soma ont été en contact pour discuter de la proposition et James a préparé un projet de note conceptuelle de dialogue sur la base de leur discussion et de la proposition antérieure faite au FAN.</p> <p>Rôle de Public World :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences tripartites ➤ servir d'intermédiaire selon les besoins ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l'activité <p>Prochaine étape : Soma doit répondre au projet de note conceptuelle commune. Public World doit organiser une téléconférence.</p>	<p>UK£18. 500</p>
<p><i>Activité de dialogue proposée</i> No. 7</p> <p>Portée : régionale</p> <p>Amérique centrale</p>	<p>Dialogue latino-américain sur les meilleures pratiques en matière de gestion communautaire de l'eau</p>	<p><u>FAN-AC</u> <i>Jorge Mora</i> <i>Portuguez</i></p> <p><u>Banque mondiale</u> <i>Manuel Schiffler,</i> <i>Économiste Senior,</i> <i>Groupe Développement durable, Amérique</i></p>	<p>Développer un processus de dialogue qui permette d'échanger des informations, des expériences, des points de vue, des propositions et des visions sur les différentes options de gestion communautaire de l'eau en Amérique latine</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Forum de discussion électronique • Ateliers nationaux • Ateliers régionaux • Ateliers continentaux • Bulletins d'information • Travail en réseau 	<p>La réaction initiale de la BM suggère que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Le FAN-AC devrait réviser sa proposition pour en réduire la portée. ○ Cette proposition devrait être fusionnée avec celle d'APRONAD (voir l'activité proposée) 	<p>US\$143.500</p>

		<i>latine et Caraïbes</i>			<p>No. 8)</p> <p>Manuel Schiffler a récemment rencontré Francisco Rivas (voir plus loin l'activité proposée No. 8) à Panama. Francisco rencontrera Jorge lorsqu'il se rendra au Costa Rica prochainement. Manuel appellera Jorge suite à sa rencontre avec Francisco.</p> <p>Téléconférence prévue début septembre au retour de Manuel à Washington.</p> <p>Rôle de Public World :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences triparties ➤ servir d'intermédiaire selon les besoins ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l'activité <p>Prochaine étape : Jorge doit contacter Manuel à l'issue de sa discussion avec Francisco. Public World relancera Jorge</p>	
<i>Activité de dialogue proposée</i>	Projet d'eau et d'assainissement dans les milieux	<u>APRONAD</u> <i>Francisco Rivas Rios</i>	Accroître l'accès à l'eau potable et l'assainissement dans les établissements	• Systématisation des bonnes pratiques (techniques/organisationnelles) utilisées par les communautés	Bien que la Banque mondiale ne soit pas prête à poursuivre la proposition d'APRONAD dans	US\$ 6.300

<p>No. 8</p> <p>Portée : nationale</p> <p>Panama</p>	<p>pauvres (en espagnol, PASAP)</p>	<p><i>Banque mondiale</i> <i>Manuel Schiffler,</i> <i>Économiste Senior,</i> <i>Groupe</i> <i>Développement durable, Amérique latine et Caraïbes</i></p>	<p>urbains formels et informels des communautés autochtones de Panama</p>	<p>autochtones urbaines pour l'obtention d'approvisionnements en eau potable pour qu'elles puissent être utilisées par la Banque mondiale et le ministère de la Santé pour la réalisation du PASAP.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche commune des facteurs critiques, culturels ou organisationnels, susceptibles d'affecter la durabilité des systèmes d'eau et d'assainissement envisagés dans le PASAP au sein des communautés autochtones urbaines de Panama. • Développement d'outils ou de consignes pratiques d'utilisation pour la maintenance préventive des systèmes d'eau et d'assainissement dans les communautés autochtones urbaines. 	<p>son format actuel (car elle ne répond pas aux critères de faisabilité), des discussions sont en cours pour voir s'il serait possible de l'intégrer dans l'activité de FAN-AC (No. 7 ci-dessus).</p>	
<p><i>Activité de dialogue proposée</i> No. 9</p> <p>Portée : nationale</p> <p>Nigéria</p>	<p>Création d'une demande d'assainissement propice aux pauvres dans les bidonvilles</p>	<p><i>GEO-MOB</i> <i>Moses O. Bereiweriso</i></p> <p><i>Banque mondiale</i> <i>Hassan Madu Kida,</i> <i>TTL Banque mondiale, Antenne nationale d'Abuja .</i></p> <p><i>Joseph Gadek,</i> <i>Ingénieur Senior en E&A – Service Eau et Urbanisme – Antenne nationale d'Abuja de la Banque mondiale</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développer un modèle d'assainissement qui réponde au mieux aux besoins de la population selon des critères d'hygiène et de culture acceptables • Accroître l'accès aux installations sanitaires dans les quartiers pauvres de la population sans cesse croissante en milieu urbain 	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariat dans la planification et la mise en oeuvre • Forums de consultation sur la conception du projet par le biais de réunions municipales • Développer des outils efficaces pour l'orientation et l'utilisation • Création d'un Comité de mise en oeuvre de projet (CMP) comprenant des représentants de la communauté, y compris 2 jeunes, 2 femmes et 2 anciens 	<p>Il a été demandé à Geo-Mob de revoir certains éléments de sa proposition qui n'ont rien à voir avec le dialogue</p> <p>Discussion tripartite prévue mi-août au retour des interlocuteurs de la BM.</p> <p>Geo-Mob a été consulté concernant la possibilité d'inclure NEWSAN (Réseau de la société civile nigériane sur l'eau et l'assainissement) comme partenaire de son activité.</p>	<p>US\$40,000</p>

		<i>en Afrique</i>			<p>Rôle de Public World :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ suivi de Geo-Mob concernant la prise de contact avec NEWSAN et l'examen de la proposition ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences tripartites ➤ servir d'intermédiaire selon les besoins ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l'activité <p>Prochaine étape : Public World doit relancer Geo-Mob afin qu'ils révisent leur proposition et prennent contact avec NEWSAN. Public World doit relancer Hassan Madu Kida et Joseph Gadek à ce sujet et à propos d'une téléconférence</p>	
<p><i>Activité de dialogue proposée No. 10</i></p> <p>Portée : nationale</p> <p>Nigéria</p>	Projets de réforme du secteur des approvisionnements en eau en milieu urbain	<p><u><i>The Bread of Life Babatope Babalobi</i></u></p> <p><u><i>Banque mondiale Hassan Madu Kida, TTL Banque mondiale Antenne nationale d' Abuja.</i></u></p> <p><i>Joseph Gadek,</i></p>	Organiser des ateliers à l'intention des groupes de la société civile dans les cinq états qui mettent actuellement en oeuvre une réforme du secteur de l'eau et instituer un Forum consultatif des parties prenantes pour nouer un dialogue avec la Banque mondiale, les états clients et le	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers communs de formation à caractère général ou spécifique et forums/réunions de consultation avec la communauté 	<p>Bread of Life a inclus NEWSAN comme partenaire dans sa proposition d'activité</p> <p>Il a été demandé à Bread of Life de réviser le budget alloué au dialogue ou de suggérer d'autres sources de financement possibles.</p>	<p>US\$ 45,319.23</p>

		<i>Ingénieur Senior en E&A – Service Eau et Urbanisme – Antenne nationale d’Abuja de la Banque mondiale en Afrique</i>	gouvernement fédéral du Nigéria		<p>Discussion tripartite entre Public World, l’OSC et la Banque mondiale prévue mi-août au retour des interlocuteurs au sein de la BM.</p> <p>Rôle de Public World :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ suivi de Bread of Life concernant la révision du budget ou de la proposition. ➤ faire respecter le calendrier par les participants selon les besoins ➤ organiser et présider les téléconférences tripartites ➤ servir d’intermédiaire selon les besoins ➤ rédiger le projet de compte rendu final de l’activité <p>Prochaine étape : Public World doit relancer Hassan Madu Kida et Joseph Gadek concernant la téléconférence prévue.</p>	
<p>Activité de dialogue proposée No. 11</p> <p>Portée : régionale</p> <p>Afrique de</p>		<p><u>Banque mondiale</u> Ato Brown, TTL Banque mondiale, Bureau de Dar-es-Salaam</p> <p><u>WSP</u> Dominick de Waal, Bureau du WSP à</p>			<p>Ato Brown de la Banque mondiale a donné un accord de principe mais il a précisé que cela nécessiterait la participation active de Dominick, sans doute en qualité d’organisateur de l’activité.</p> <p>Rôle de Public World :</p>	

l'Est		<p><i>Nairobi</i></p> <p><u>Société civile</u></p> <p><i>À préciser</i></p>			<ul style="list-style-type: none"> ➤ Contacter Dominick (désormais au WSP) concernant son rôle potentiel. ➤ Suite à l'accord de principe d'Ato Brown, suivi début septembre pour envisager marche à suivre. <p>Prochaine étape : Public World doit contacter Dominick de Waal.</p>	
-------	--	---	--	--	---	--

5. Chronologie de l'étude exploratoire

L'étude exploratoire s'est déroulée en trois phases distinctes : les activités réalisées dans le cadre de chaque phase sont décrites ci-dessous¹.

Première phase

L'étude a débuté par une phase de consultation et de recherche qui comprenait :

- Un tour d'horizon **documentaire** préliminaire sur les politiques générales de la Banque mondiale, ses pratiques et ses conditions d'engagement avec les groupes de la société civile dans le cadre des précédents dialogues en matière d'eau et d'assainissement en milieu urbain.
- **Enquête** : un questionnaire a été envoyé au personnel de la Banque mondiale travaillant dans le secteur de l'eau (plus de 150 personnes) ainsi qu'à tous les membres du FAN et à d'autres ONG intéressées par les enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement urbains (289 OSC en tout). Il a été envoyé le 1er février 2007 (et suivi d'une relance pour le compléter le 6 février). L'enquête visait à recueillir des informations sur des thèmes, des mécanismes et des niveaux géographiques pour établir un dialogue ainsi que les obstacles à un échange ou un partenariat constructif et des suggestions pour surmonter ces obstacles. Seize réponses ont été reçues de la Banque mondiale et 44 des OSC.
- **Des entretiens ont été menés** avec le Groupe consultatif du FAN, des organisations de la société civile et des intervenants de la Banque mondiale aux niveaux national, régional, et international.

Deuxième phase

Un atelier a été organisé à Washington le 26 février 2007 avec la participation du personnel de la Banque mondiale, du groupe consultatif du FAN et certains autres participants invités (veuillez voir l'annexe pour consulter le compte rendu analytique).

Un atelier préparatoire avait été organisé la veille avec le Groupe consultatif du FAN (dimanche 25 février).

Troisième phase

¹ Des téléconférences ont également été tenues entre le FAN, la Banque mondiale et les consultants le 2 février ; le 20 février ; le 7 juin ; le 20 juin et le 11 juillet.

Une déclaration officielle et un rapport provisoire ont été préparés à l'issue de l'atelier de Washington (en anglais, français et espagnol).

Des formulaires de propositions d'activité ont été mis au point ainsi qu'une liste des réponses à certaines des questions les plus fréquemment posées (Foire aux questions – FAQ).

Des projets de lignes directrices du processus et de critères de faisabilité ont été préparés, projets qui ont donné lieu aux consultations suivantes :

- Rédaction par les consultants chargés de l'étude exploratoire d'un document sur les enjeux soulevés par le processus ;
- Distribution de ce document à tous les membres affiliés du FAN et à des centaines d'autres OSC ainsi qu'au personnel de la Banque mondiale (tous étant désormais groupés dans une liste de diffusion électronique) ;
- Discussion de ce projet lors de l'atelier entre la Banque mondiale et le FAN organisé à Washington, D.C. le 26 février 2007 ;
- Production d'un document révisé en mars 2007, lequel a été distribué comme le document précédent à des fins de consultation² ;
- Production d'un projet de lignes directrices du processus et d'un projet de critères de faisabilité en mai 2007.

Suite à la réception des propositions d'activités de dialogue, par le biais d'un nouveau processus de consultation impliquant à la fois le FAN et la Banque mondiale, et sur la base du projet de critères d'évaluation, une liste d'activités a été retenue pour y donner suite.

Outre le processus de consultation, il y a eu des diffusions électroniques régulières (suivant la liste de diffusion évoquée plus haut) aux organisations identifiées et informées de l'étude exploratoire durant la première phase, en plus des membres concernés de la Banque mondiale et des membres et associés du FAN. Ces diffusions ont eu lieu :

le 12 mars : déclaration découlant de l'atelier de Washington.

le 3 avril : un rapport provisoire et un compte rendu de l'atelier ont été envoyés ainsi qu'une demande de propositions d'activités de dialogue.

² Commentaires reçus de Mariana Sell, IPANEMA (Institut de Recherche Avancée sur l'Économie et l'Environnement); Md.Moniruzzaman Aid Organization, Bangladesh ; Patrick Apoya, Coalition of NGOs in Water and Sanitation (CONIWAS) ; Patricia Kabatabazi, CIANEA ; Kassimou Issotina, Lambassa ICA BENIN ; James Wicken, WaterAid Népal ; Aaron Kalala Karumba, APAA Congo ; Jeanette de Noack, Centro de Accion Legal Ambiental y Social de Guatemala, CALAS ; Rev. George Chaima, New Restoration Ministries Int. Malawi

le 13 avril : en réponse à certaines questions concernant la manière de remplir les formulaires d'activité de dialogue, une liste de réponses aux questions les plus fréquemment posées a été distribuée.

Le 15 mai : un rapport d'avancement a été envoyé.

Le 8 juin : nouveau point sur l'avancement du projet.

6. Prochaines étapes

Un certain nombre de prochaines étapes ont été identifiées et seront entreprises par les consultants dans le courant d'août et septembre afin d'étoffer les activités de dialogue et d'achever l'étude exploratoire. Il s'agit des étapes suivantes :

- Tenir une série de discussions tripartites sur la liste d'activités faisables retenues (avec des interlocuteurs de la Banque mondiale et des OSC) afin d'étoffer les propositions.
- Réviser les propositions d'activités de dialogue à la lumière des discussions tripartites.
- Explorer les possibilités de financement.
- Interroger certains des participants impliqués dans l'étude exploratoire au sein de la Banque mondiale et parmi les membres du Groupe consultatif du FAN.
- Produire un commentaire sur le processus d'étude exploratoire et ses enseignements.
- Valider la fin de la mission des consultants

Le FAN et la Banque mondiale désigneront un point focal pour poursuivre le rôle de facilitation et de coordination assuré jusqu'ici par Public World. Le point focal travaillera avec les différentes organisations pour faire avancer les propositions, obtenir les fonds requis et entamer le dialogue.

Le FAN et la Banque mondiale se chargeront de la planification d'une activité de dialogue mondiale, y compris la nomination d'un accompagnateur/facilitateur au moment du démarrage de chaque activité de dialogue.

Le FAN fera le point des progrès accomplis jusqu'ici lors de la réunion annuelle du Groupe consultatif qui se tiendra en octobre 2007.

- o - O - o -

Bibliographie

Banque mondiale, Équipe de la société civile, Département des affaires extérieures. “*Issues and Options for Improving Engagement Between the World Bank and CSOs*” [Enjeux et options pour améliorer l’interaction entre la Banque mondiale et les OSC], Projet de document de travail, 24 octobre 2003.

Projet Bretton Woods, 2 février 2005. *Cautious dialogue as conflict over water continues* [Dialogue prudent tandis que le conflit sur la question de l’eau se poursuit].

Projet Bretton Woods, 1 décembre 2004. *Draft Notes of WB-CSO dialogue on urban water and sanitation services* [Note provisoire concernant un dialogue entre la BM et les OSC sur les services urbains d’eau et d’assainissement], 18-19 novembre 2004, procès-verbal.

Terms of Reference for Discussion Paper on World Bank Civil Society Engagement – A Project of the Civil Society Members of the World Bank – Civil Society (no date) Joint Facilitation Committee (JFC) [Mandat pour un document de travail sur l’interaction entre la Banque mondiale et la société civile – Projet des membres de la société civile du Comité conjoint de facilitation Banque mondiale – Société civile.]

EIR, 17 septembre 2004, *Vers un meilleur équilibre – Le groupe de la Banque mondiale et les industries extractives : Le rapport final de la revue des industries extractives, Réponse de la Direction du Groupe de la Banque mondiale.*

Banque mondiale, mars 2005. *Issues and Options for Improving Engagement Between the World Bank and Civil Society Organizations* [Enjeux et options pour améliorer l’interaction entre la Banque mondiale et les organisations de la société civile]. Division des Affaires extérieures, Département des communications et des affaires onusiennes, Réseau pour un développement environnementalement et socialement durable, Réseau des politiques opérationnelles et services nationaux

Banque mondiale, *Civil Society Engagement e-Newsletter* [Bulletin d’information sur l’engagement de la société civile], Banque mondiale, 2004-2007.
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/CSO/0,,contentMDK:20110693~pagePK:220503~piPK:220476~theSitePK:228717,00.html>

Réseau international pour l’évaluation participative des politiques d’ajustement structurel (en anglais SAPRIN), Première édition, avril 2002. *The Policy Roots of Economic Crisis and Poverty: A Multi-Country Participatory Assessment of Structural Adjustment Based on Results of the Joint World Bank/Civil Society/Government Structural Adjustment Participatory Review Initiative (SAPRI) and the Citizens’ Assessment of Structural Adjustment (CASA)*. [Racines politiques de la crise économique et de la pauvreté. Évaluation participative des politiques d’ajustement structurel de plusieurs pays sur la base des résultats de l’Initiative pour une étude participative concertée des politiques d’ajustement structurel entre la Banque mondiale, la société civile et les gouvernements (SAPRI) et l’Évaluation des politiques d’ajustement structurel par les citoyens (CASA)].

Aviva Imhof, Susanne Wong et Peter Bosshard, 2002. *Guide du citoyen pour la Commission Mondiale des Barrages*. International Rivers Network.

Belinda Calaguas. *Why have Bank-CSO dialogues on water faltered?* [Pourquoi les dialogues entre la Banque mondiale et les OSC se sont-ils essoufflés ?] Commentaire. 8 avril 2006.

Membres de la société civile du Comité de facilitation conjointe Banque mondiale – Société civile *A Call for Participatory Decision-Making: Discussion Paper on World Bank-Civil Society*

Engagement, [Plaidoyer pour une prise de décision participative : document de travail sur l'interaction entre la Banque mondiale et la société civile]. 15 juin 2005.

Banque mondiale et InterAction. (no date). *Seeing Eye to Eye? InterAction Member Agencies and World Bank Staff Assess their Operational Collaboration and Policy Engagement for Poverty Reduction and Sustainable Development.* [*En parfait accord ? Les membres d'InterAction et le personnel de la Banque mondiale évaluent leur collaboration opérationnelle et leur engagement politique en faveur de la réduction de la pauvreté et du développement durable*]

Tennyson, Ros. 2003. *The Partnering tool book, [Guide à la création de partenariat]* International Business Leaders Forum.

Start, Daniel et Hovland, Ingie. 2004. *Tools for Policy Impact: A Handbook for Researchers.* [*Outils pour influencer les politiques : Manuel à l'intention des chercheurs*]. ODI.

Covey Jane G. et Brown L. David. (2001). *Critical Cooperation: An Alternative Form of Civil Society-Business Engagement.* [*Coopération critique : une autre forme d'interaction entre la société civile et les affaires*]. Rapports de l'IDR Vol. 17 No. 1.

Table ronde sur la collaboration, Printemps 2001. *The Partnership Toolkit: Tools for Building and Sustaining Partnerships* [*Trousse à outils sur les partenariats : outils pour créer et faire durer des partenariats*] http://www.bpdws.org/bpd/web/d/doc_55.pdf

Stott Leda. (2003) *Listening to the critics: Can we learn from arguments against partnerships with business?* [*Écouter les critiques : pouvons-nous tirer des enseignements des arguments qui dénoncent les alliances avec le milieu des affaires ?*]
http://www.bpdws.org/bpd/web/d/doc_46.pdf

North Central Regional Educational Laboratory. (No date) Chapter 6 Maintaining Momentum in Collaboration [*Chapitre 6 – Maintenir l'élan de la collaboration*]
<http://www.ncrel.org/sdrs/areas/issues/envrnmnt/css/ppt/chap6.htm>

International Business Leaders Forum (No date) *Measures for success Assessing the impact of partnerships* [*Mesures de réussite – Évaluer l'impact des partenariats*]
http://www.bpdws.org/bpd/web/d/doc_56.pdf

Tennyson, Ros (2005) *The Brokering guidebook: Navigating effective sustainable development partnerships.* [*Guide de la médiation : piloter des partenariats efficaces pour un développement durable*]. International Business Leaders Forum.

Bettye Pruitt et Philip Thomas, 2007. *Democratic Dialogue – A Handbook for Practitioners* [*Dialogue démocratique – Manuel à l'intention des praticiens*]. IDEA International, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Organization of American States (OAS) et Agence canadienne pour le développement international (ACDI).

Annexe 1

Propositions reçues auxquelles il n'est pas donné suite

Les propositions d'activités de dialogue suivantes ont été reçues mais ne satisfaisaient pas aux critères de faisabilité pour les motifs énoncés ci-dessous.

Critère 1 – Concentration sur les services urbains d'eau et d'assainissement au profit des pauvres

Organisation ayant soumis la proposition	Titre de l'activité	Observations
Wetland Friends of Nepal (WFN) (Népal)	Mise en oeuvre d'un modèle d'enseignement intégré informatisé pour les zones humides en faveur d'une utilisation judicieuse des ressources en eau, Népal	Pas axé sur l'eau en milieu urbain
SALAMA (Santé par la Langue Maternelle) (Cameroun)	Évaluation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les quartiers populaires et pauvres de Yaoundé	Ne constitue pas une activité de dialogue
Pani Ghar, Société privée à responsabilité limitée (Pakistan)	Coordination entre "Pani Ghar" et les ONG	Pani Ghar n'est pas une OSC
Kenya Muslim Welfare Group (Kenya)	Renforcement de l'accès à l'eau et amélioration de l'hygiène dans les milieux urbains	L'examen a révélé que l'activité portait en fait sur un projet de gestion des déchets
ASARE (Fonds pour le développement rural et environnemental) (Inde)	Étude des plans stratégiques, des mécanismes de mise en oeuvre, des carences et de l'efficacité des services urbains d'eau et d'assainissement	Proposition de projet plutôt que de dialogue (jugée trop ambitieuse pour l'auteur de la proposition)
APAA CONGO (République démocratique du Congo)	Séminaires sur le déploiement d'un service d'eau salubre en à Uvira/dans l'Est de la RDC	Il ne s'agit pas d'un dialogue sur l'eau en milieu urbain

Critère 2 – Le dialogue est l'axe central de l'activité

Organisation ayant soumis la proposition	Titre de l'activité	Observations
SWAPHEP (Nigéria)	Participation communautaire aux décisions d'investissement de la Banque mondiale dans les infrastructures d'eau et d'assainissement – en mettant	Le plan de travail et le budget ne sont pas clairement liés à des activités de dialogue

	<i>l'accent sur les grands barrages</i>	
Organisation pour l'Eau et l'Assainissement, America and Africa Water Association Inc. (AAWA) (Tanzanie)	<i>Service public d'eau et d'assainissement dans les établissements informels en milieu urbain</i>	L'élément de dialogue contenu dans la proposition semble être avec les communautés et non avec la Banque mondiale
Fédération de la Diversité environnementale et écologique pour la modernisation agricole et les droits de l'homme (FEEDAR & HR) (Cameroun)	<i>Qualité de l'hygiène des fleuves qui traversent les villes de la province du Sud-Ouest au Cameroun</i>	Le plan de travail et le budget ne sont pas clairement liés à des activités de dialogue
Mouvement National des Consommateurs (MNC) (Cameroun)	<i>Recherche des indicateurs de satisfaction des consommateurs d'eau dans les quartiers défavorisés de Yaoundé</i>	La proposition n'énonçait pas clairement l'activité de dialogue
Water Energy and Sanitation for Development (WESDE): Centre de Gestion de l'Environnement. (Cameroun)	<i>Gestion participative des déchets et compostage dans la ville de Maroua, Cameroun</i>	La proposition n'énonçait pas clairement l'activité de dialogue
Coordination des organisations de la société civile pour la défense de l'environnement et le développement du bassin du fleuve Sénégal CODESEN (Sénégal)	<i>Renforcement des mécanismes de dialogue, d'échange d'informations et de collaboration entre la CODESEN et la Banque Mondiale pour favoriser l'accès des pauvres à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans les villes du Bassin du fleuve Sénégal.</i>	La proposition n'énonçait pas clairement l'activité de dialogue et ne fournissait pas de budget.
Entebbe District Wildlife Association (Ouganda)	<i>Gouvernance intégrée des services de gestion de l'eau et l'assainissement à Entebbe</i>	L'élément de dialogue n'était pas clair
New Restoration Ministries International (Malawi)	<i>Pratiques en matière d'assainissement et de systèmes de filtration d'eau</i>	L'activité de dialogue n'était pas claire – la proposition semblait davantage porter sur un projet de développement
Community-based Impact Assessment Network for Eastern Africa (CIANEA) (Ouganda)	<i>Participation communautaire à l'impact des projets d'eau et d'assainissement</i>	Le lien avec l'E&A en milieu urbain et l'élément de dialogue ne semblent pas clairs

Critère 3 – Engagement et soutien organisationnel des deux côtés

Organisation ayant soumis la proposition	Titre de l'activité	Observations
ONG People and Water (Slovaquie)	<i>De l'eau pour des villes durables</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale En outre, la proposition ne satisfaisait pas au Critère 2
Réseau des ONG du Nigeria (NNNGO)	<i>Institutionnalisation des partenariats public-privé dans</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au

(Nigéria)	<i>le secteur de l'eau et l'assainissement au Nigéria</i>	sein de la Banque mondiale
Organisation mondiale des toilettes (Singapour)	<i>Systèmes d'assainissement durables dans les bidonvilles de Chennai en Inde</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale
Association Pour la Défense des Consommateurs (APDC) (Cameroun)	<i>Approvisionnement en eau potable et assainissement des quartiers pauvres de quelques villes du Cameroun</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale En outre, la proposition ne satisfaisait pas au critère 2
Drinking Water (Pakistan)	<i>Traitement des eaux usées domestiques et industrielles au Pakistan</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale
Women's Land and Water Rights in Southern Africa (Zimbabwe)	<i>Partenariats dans la conception et la mise en oeuvre de projets d'eau et d'assainissement en milieux ruraux et urbains</i>	La Banque mondiale n'a quasiment aucune présence dans le secteur de l'eau au Zimbabwe, par conséquent impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale
Reach to Unreached (RUN) (Bangladesh)	<i>Méthode SODIS in situ pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les établissements informels urbains</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale qui souhaite se concentrer sur cette technologie particulière
Forum des ONG pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (Bangladesh)	<i>Amélioration sanitaire durable dans les communautés pauvres des quartiers urbains</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale
Secrétariat du Partenariat de l'eau au Bangladesh (Bangladesh)	<i>Dialogue sur l'accès des habitants des bidonvilles aux services d'eau et d'assainissement</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale
Forum de ONG pour l'eau et l'assainissement en milieux urbains (Népal)	<i>Réformes des services publics et prestations aux pauvres des milieux urbains</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur viable au sein de la Banque mondiale au Népal
ICLEI – Local Governments for Sustainability (Canada)	<i>Dialogues locaux en matière d'eau pour une gouvernance mondiale de l'eau</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale Le budget n'était pas clairement lié aux activités de dialogue
Water and Sanitation for the Urban Poor (Royaume-Uni)	<i>Développement de nouveaux mécanismes de financement pour les projets d'eau et d'assainissement en faveur des pauvres des milieux urbains</i>	Impossible d'identifier un interlocuteur au sein de la Banque mondiale

Annexe 2

Rapport provisoire sur l'étude exploratoire du FAN (février 2007)

1. Toile de fond

Depuis 2003 il y a eu deux tentatives de lancement d'un dialogue entre la Banque mondiale et la société civile sur les questions relatives à l'eau et à l'assainissement³. La première a été initiée par des OSC basées à Washington et a donné lieu à des rencontres dans cette même ville.

La deuxième tentative, qui se concentrait sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain, a été lancée par le biais d'un atelier qui s'est tenu à Londres en novembre 2004. Cet atelier rassemblait plus de 30 représentants d'organisations de la société civile (OSC) des quatre coins du monde et environ douze membres du personnel de la Banque mondiale – avec à leur tête Jamal Saghir, alors directeur de l'eau et de l'énergie – dont des chargés de mission, des spécialistes de l'eau et un spécialiste en matière de dialogue avec la société civile. À l'initiative du Conseil de l'Eau et l'Assainissement de la Banque mondiale en collaboration avec l'organisme The Water Anchor, cet atelier était co-organisé avec WaterAid, qui avait constitué un comité d'orientation restreint composé de plusieurs autres OSC. L'atelier de Londres a été suivi d'un séminaire organisé par des OSC lors de la Semaine de l'eau de la Banque mondiale en 2005 et il a donné lieu à de nouvelles discussions entre la Banque et les OSC, au Nigeria, sur les projets menés par la Banque à Lagos et dans l'État de Cross River.

La deuxième tentative de dialogue a mis en évidence un certain nombre de domaines devant faire l'objet d'un suivi, notamment :

- *Accès à l'information et renforcement des capacités* : un groupe d'OSC débatit travailler avec la Banque afin de se familiariser avec toute la documentation de projets préparée aux différents stades du cycle de projet de la Banque, de comprendre l'importance de ces documents et d'informer la Banque de ceux qu'il est important de rendre publics et de la manière de le faire.
- *Structures tarifaires, subventions et politiques de recouvrement des coûts* : les documents existants devaient être diffusés et un glossaire de termes créé afin d'établir un vocabulaire commun en vue de faciliter les discussions ultérieures.
- *Démultiplication des interventions au sein des communautés* : la préparation d'un rapport a été planifiée sur les cas de projets communautaires ayant fait l'objet d'une transposition d'échelle.
- *Lobbying, renforcement des capacités de plaidoyer et coordination entre les secteurs* : un pack d'action de plaidoyer a été planifié pour soutenir les efforts en vue de donner la priorité aux questions relatives à l'eau et à l'assainissement dans les plans de développement.

³ *Draft Notes of WB-CSO dialogue on urban water and sanitation services*, 18-19 Nov. 2004 Minutes, Bretton Woods Project, 1^{er} décembre 2004 ; *Cautious dialogue as conflict over water continues*. Bretton Woods Project, 2 février 2005 ; *Why have Bank-CSO dialogues on water faltered?* Commentaire Belinda Calaguas 8 avril 2006.

Bien que certaines de ces activités aient été entreprises sous différentes formes, le processus retomba au point mort pour des raisons perçues différemment par chacune des parties prenantes. Sans entrer dans des détails qui seraient probablement stériles dans le contexte actuel, disons que les participants estimèrent qu'ils ne possédaient pas les capacités nécessaires pour continuer ou jugèrent que les coûts et les risques qu'impliquerait la poursuite des activités n'en valaient pas la chandelle. Dans les réponses au questionnaire, pendant les entretiens et, tout particulièrement, durant les discussions qui eurent lieu lors de l'atelier de l'étude exploratoire, le 26 février à Washington (atelier sur lequel on trouvera de plus amples renseignements dans la suite de ce rapport), plusieurs participants au dialogue de 2004-2005 exprimèrent les raisons pour lesquelles, selon eux, le processus s'était essoufflé. Nous nous sommes efforcés de relayer les enseignements à retenir dans le document de consultation sur le processus de dialogue qui accompagne le présent rapport.

Quoi qu'il en soit, il fut finalement proposé que le FAN, (*Freshwater Action Network* ou Réseau d'action pour l'eau), un réseau qui relie actuellement quelque 4.000 OSC réparties dans le monde entier et dont le secrétariat se trouve à Londres, pourrait constituer un moyen organisationnel efficace pour reprendre le processus du côté des OSC et développer davantage le dialogue avec la Banque. Le but est de permettre aux OSC qui souhaitent nouer un dialogue sous différentes formes, sur des thèmes divers et à des niveaux géographiques variés, de le faire, malgré le scepticisme croissant de certaines autres entités quant à la valeur de ces efforts. Ce scepticisme a des causes diverses, notamment la perception d'un niveau d'implication limité de la part de la Banque, malgré le fait que celle-ci continue de déclarer son engagement en faveur du dialogue avec les OSC, ainsi que la perception d'attitudes négatives au sein de certaines OSC qui sont convaincues que le dialogue ne revêt aucun intérêt ou qu'il est même nuisible.

Il a été convenu qu'il fallait explorer le potentiel d'efforts renouvelés de dialogue au travers d'une étude exploratoire visant à identifier les "activités faisables" et les "règles du jeu" pour le dialogue BM-OSC sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain. C'est le FAN qui dirige cette étude exploratoire, avec le soutien de la Banque mondiale, et il a demandé à Public World de lui prêter son concours.

Le *mandat* de l'étude stipule que les processus de dialogue devront "au minimum" aboutir au partage d'informations et de connaissances, au développement d'une compréhension et d'une confiance mutuelles et à des occasions pour les OSC d'apporter leur contribution à l'élaboration des politiques générales et aux opérations de la Banque mondiale. Il est prévu que l'on parviendra ainsi à renforcer une appréciation commune des complexités du secteur, ce qui permettra aux participants d'apprendre les uns des autres. Les processus de dialogue ne devraient pas s'attendre à forger un consensus, mais devraient plutôt permettre la reconnaissance des domaines de divergence, tout en cherchant des façons de renforcer la compréhension et le savoir parmi tous les participants et de poursuivre activement le dialogue lorsque c'est possible et mutuellement avantageux.

2. Activités de l'étude exploratoire à ce jour

Parmi les principales activités entreprises avant l'atelier on peut citer :

1. **Des recherches documentaires** sur les conditions du dialogue avec la société civile, les politiques et les pratiques globales de la Banque mondiale et les tentatives antérieures de dialogue sur l’approvisionnement en eau et l’assainissement en milieu urbain.
2. **Une enquête** Une brève enquête pour recueillir les opinions et expériences des OSC et du personnel de la Banque. Un questionnaire a été envoyé à 289 OSC travaillant sur les questions relatives à l’approvisionnement en eau et à l’assainissement en milieu urbain (108 membres de FAN et 181 autres OSC). Ce questionnaire a été complété par 60 OSC. Un questionnaire a également été envoyé à tous les membres du personnel du secteur eau et assainissement de la Banque mondiale (soit environ 150 personnes) et aux 7 responsables régionaux de ce secteur; 16 membres du personnel de la Banque mondiale y ont répondu.
3. **Des entretiens** ont été menés avec un éventail de représentants d’OSC (14) et de la Banque mondiale (7) aux niveaux national, régional et international, par le biais de rencontres individuelles, de conversations téléphoniques et de communications écrites.
4. **Des réunions de consultation aux niveaux régional et autres.** Des réunions régionales et internationales existantes pertinentes faisant intervenir un grand nombre d’acteurs de la société civile ont été ciblées pour la diffusion d’informations concernant l’étude exploratoire.
5. **Des audioconférences** entre le groupe consultatif du FAN et Meike van Ginneken et Eric Dickson de la Banque mondiale.
6. Des rencontres avec Ceridwen Johnson du secrétariat du FAN.

Ces travaux ont été suivis des deux ateliers suivants :

1. Un atelier préparatoire auquel ont participé toutes les OSC participantes et quelques autres invités le dimanche 25 février ;
2. L’atelier qui s’est tenu à Washington le 26 février 2007 dans le cadre de la Semaine de l’eau de la Banque mondiale.

La troisième phase de l’étude exploratoire est en cours et elle consiste, à ce stade, à mener des consultations supplémentaires sur la manière dont le dialogue doit être conduit et sur la meilleure façon de définir une activité de dialogue “faisable” ; elle invite en outre les OSC et la Banque mondiale à proposer des activités de dialogue. Une fois ce processus mené à bien, des lignes directrices relatives au processus seront rédigées et distribuées pour faire l’objet d’une autre consultation avant d’être finalement approuvées ; une liste d’activités de dialogue faisables sera dressée sur la base des réponses aux invitations à proposer des activités ; et la faisabilité des activités proposées, y compris leurs calendriers et besoins budgétaires, fera l’objet de recherches supplémentaires. Le résultat prévu est un ensemble convenu de lignes directrices relatives au processus et d’activités faisables, qu’il incombera aux participants de poursuivre, ainsi qu’un accord concernant un plan de partage de l’information et d’apprentissage des enseignements tirés des activités, ce de manière coordonnée.

2a. Conclusions des recherches : thèmes de dialogue

Jusqu’ici, l’étude exploratoire a donné lieu à la suggestion de tout un éventail de thèmes de dialogue, à des niveaux géographiques divers et par des modes différents. Nous les avons regroupés en six catégories dans le tableau ci-dessous.

Thème	Exemples d’idées précises
Approche “holistique”	<ul style="list-style-type: none"> • Développement et durabilité de l’approvisionnement en eau et de l’assainissement (AEA) en milieu rural • Partage équitable des ressources en eau

	<ul style="list-style-type: none"> • Questions relatives à la gestion intégrée des ressources en eau • Financement pour la culture et le traitement des noix de macadamia • Importance de se laver les mains
Questions relatives aux capacités	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des organisations communautaires et des ONG dans les zones urbaines pauvres pour les aider à comprendre, organiser, informer et servir les populations pauvres • Renforcement des capacités et recherche-action pour amplifier la voix des OSC • Meilleure appréciation au sein des OSC des processus et procédures de la Banque mondiale • Amélioration de la capacité et des ressources de la Banque mondiale pour qu'elle s'engage dans le dialogue • Recrutement de personnel qualifié et formation du personnel dans les compétences requises pour développer et soutenir le dialogue
Partenariat public-privé	<ul style="list-style-type: none"> • Rôle du secteur privé/modèles de participation du secteur privé • Partenariats public-privé – comment les réussir • Partenariats – bâtir des partenariats plus efficaces • Rôle des petits fournisseurs dans les zones qui manquent de réseaux et facilitation de la vente d'eau en gros à ces fournisseurs • Développement des petites entreprises, participation des opérateurs à petite échelle, microcrédit
Services publics améliorés	<ul style="list-style-type: none"> • Réforme des services publics/gestion des services publics • Réparation/résolution des différends • Gouvernance/reddition de comptes/voix des citoyens, y compris pour ce qui est de la lutte contre la corruption • Réglementation et rôle des OSC au moment d'influer sur les fournisseurs du secteur AEA • Accord général sur les services publics (AGSP)
Amélioration des projets d'AEA et de la prestation de services	<ul style="list-style-type: none"> • Rôle d'audit social des OSC • Affectation des ressources, par ex. zones rurales/urbaines, suivi des budgets, etc. • Meilleur dialogue entre les OSC et les prestataires de services • Technologies appropriées pour l'AEA • Assainissement ; accroître la demande dans ce sens • Participation des consommateurs/des communautés à la gouvernance de l'eau et de l'assainissement Rapport provisoire de l'étude exploratoire du FAN, page 5 • Accès favorisant les pauvres à l'AEA et priorités des pauvres • Enfants (accès à l'AEA et participation) • Soutien mutuel ; coopération entre la BM et les OSC • Atteindre les objectifs des projets (éviter les infrastructures inachevées, endommagées et/ou coûteuses)
Questions relatives aux politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Réformes des politiques générales • L'eau comme bien public/bien économique

	<ul style="list-style-type: none"> • Financement du secteur • Tarifs de l'eau : structures, niveaux et mécanismes de subventions • Dispositifs de décentralisation et de gouvernance • Application des lois, en particulier sur la divulgation des informations • Branchements partagés pour les squatters illégaux au nom d'un intermédiaire • Questions relatives aux droits fonciers : dissocier les droits aux services du statut foncier
--	---

2b Conclusions des recherches : modes de dialogue

Le tableau suivant présente et catégorise les modes de dialogue suggérés par les personnes interrogées :

Mode de dialogue	Exemples
Dialogue par le biais de la technologie	<ul style="list-style-type: none"> • Conférences téléphoniques • Sessions de vidéoconférence/dialogue vidéo • Conférences électroniques (E-conférences – discussions structurées via Internet) • Courrier électronique/listes de diffusion • Blogs (échange informel d'informations et d'opinions via Internet)
Dialogue face-à-face <i>Face-à-face général</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Visites réciproques d'enquête ou d'étude et démonstrations • Réunions • Conférences • Formation conjointe • Participation aux rencontres des autres parties (séminaires, tables rondes, etc.)
Dialogue face-à-face <i>Face-à-face thématique</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariats dans la conception et la mise en oeuvre de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain • Évaluation par les pairs des programmes et projets • Représentants d'OSC affectés provisoirement à la BM, pour travailler notamment sur la stratégie • Forums consultatifs de consultation formelle sur les politiques et/ou la conception de projets
Contact indirect pour l'échange d'informations	<ul style="list-style-type: none"> • Sites Internet • Bulletins d'information • Enquêtes

	<ul style="list-style-type: none"> • Études de cas illustrant les “meilleures pratiques”
--	---

Le questionnaire invitait également les personnes interrogées à associer les modes et les niveaux géographiques à certains thèmes. Pour lire un résumé de ces résultats, veuillez vous référer à l’annexe.

Les personnes interrogées considéraient que les principaux avantages du dialogue sont :

- l’obtention d’un soutien technique de la part de la BM ;
- comprendre ce que font les autres entités aux niveaux régional et international ;
- parvenir à mieux comprendre les politiques/pratiques de la BM dans le domaine de l’approvisionnement en eau et l’assainissement en milieu urbain ;
- voir comment les OSC peuvent collaborer avec la BM pour aider les pauvres en milieu urbain ;
- des projets de la BM plus efficaces ;
- permettre la reproduction des bonnes idées émanant du terrain avec le soutien formel de la Banque mondiale ou en attirant des partenaires des secteurs public et privé.

Les principales contraintes qui ont été identifiées comme affectant la durabilité de la participation aux activités de dialogue englobent :

- le manque de financement ;
- l’envergure, le calendrier et le type de projet ;
- la langue ;
- le rythme du dialogue ;
- l’équipement et les ressources humaines ;
- la formation/les connaissances techniques, en particulier sur les questions de financement ;
- l’intérêt et la compétence du leader de chaque équipe de travail dans la poursuite du dialogue avec les OSC ;
- le degré général d’intérêt de la part du pays bénéficiaire concernant le dialogue avec les OSC ;
- le manque de connaissances au sein des OSC concernant la mission et les politiques de la BM ;
- la réceptivité de la Banque mondiale à une approche impulsée au niveau local ;
- la volonté politique de la part des autorités gouvernementales locales et nationales de soutenir le processus.

3. L’atelier de travail

Une fois les recherches préliminaires conclues, la Banque mondiale et le FAN ont organisé un atelier de travail conjoint le 26 février 2007, dans le cadre de la Semaine de l’eau de la Banque mondiale à Washington.

La délégation de la Banque, composée de 15 personnes, était dirigée par Jamal Saghir, le directeur de l’énergie, du transport et de l’eau auprès de la vice-présidence sur le développement durable récemment établie au sein de la Banque mondiale. Parmi les participants de la Banque mondiale figuraient également plusieurs chargés de mission du secteur de l’eau venus des quatre coins du monde, ainsi que des spécialistes du dialogue avec

la société civile et des communications. La plupart des participants d’OSC étaient issus du groupe consultatif du FAN, lequel a développé le projet avec la Banque mondiale. Ce groupe consultatif se compose de représentants d’OSC d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine, y compris les réseaux régionaux du FAN en Afrique (ANEW), en Amérique centrale (FAN-AC), au Mexique (FAN-Mex) et en Amérique du sud et les ONG internationales WaterAid et BothEnds. Parmi les autres OSC ayant participé à l’atelier figuraient Public Services International, la fédération syndicale mondiale qui représente les employés des services d’eau, et Food and Water Watch, une ONG basée à Washington. Veuillez vous référer à l’annexe pour consulter le programme de l’atelier et la liste des participants.

Les participants à l’atelier se sont répartis autour de cinq tables. Deux séries de sessions parallèles en groupes se sont déroulées pendant l’atelier ; durant la première, les participants ont débattu des questions liées au processus de dialogue ou aux “règles du jeu”. Chaque table s’est vu assigner une question précise à débattre (sélectionnée sur la base du questionnaire et des entretiens). Durant la deuxième série de sessions en groupe, on a proposé aux participants un thème précis et il leur a été demandé de développer une proposition d’activité de dialogue, en se penchant systématiquement sur les points suivants :

- quel est le mode de dialogue adapté à ce thème ?
- quel est le niveau géographique approprié ?
- comment l’activité pourrait-elle être exploitée pour accroître l’efficacité de projets de développement AEA en milieu urbain ?
- comment s’appliqueraient les “règles du jeu” ?

Table	1 ^{ère} série de sessions parallèles	2 ^{ème} série de sessions parallèles
1	Transparence dans les processus de dialogue	Diagnostic des problèmes liés à la fourniture de services d’eau et d’assainissement aux pauvres en milieu urbain
2	Établissement de la confiance	Développement de lignes directrices pour la participation des OSC au dialogue
3	Représentation et inclusion	Les enseignements à tirer des meilleures pratiques sur les “partenariats communauté-secteur public”
4	Cycle de projet de la Banque et timing du dialogue	Rapport entre l’approvisionnement en eau et l’assainissement en milieu urbain et la gestion intégrée des ressources en eau
5	Avantages et risques du dialogue	Financement de l’approvisionnement en eau et de l’assainissement en milieu urbain

Compte rendu des discussions de l’atelier

Comptes rendus de la première série de sessions parallèles

Table 1 : On a assigné à ce groupe le sujet de la transparence dans le processus de dialogue. La transparence a fait l'objet d'une discussion sous l'angle de la représentativité de chaque OSC et réseau impliqué(e) dans le processus de dialogue, facteur compliqué par la diversité des OSC de par le monde et par leurs missions et leurs centres d'intérêt différents. Il a été suggéré de décider de manière transparente des paramètres gouvernant l'inclusion des OSC dans les activités de dialogue et d'inclure, autant que faire se peut, les organisations se montrant sceptiques à l'égard du processus de dialogue. La transparence a également été débattue du point de vue de la reddition de comptes entre le FAN et la BM et au sein même de leurs groupes constituants respectifs.

Table 2 : L'établissement de la confiance a été perçu comme un processus laborieux et demandant beaucoup de temps. Il a été conclu que les principales conditions *sine qua non* de la confiance sont :

- La connaissance (de l'homologue), l'appréciation des positions mutuelles ;
- La familiarité, l'aptitude à communiquer, un protocole de communication transparent et convenu mutuellement ;
- L'engagement en faveur d'un processus de dialogue et l'acceptation de considérer des résultats imprévus ou fâcheux ;
- L'ouverture envers le processus et la réceptivité aux critiques éventuelles ;
- La clarté concernant les attentes.

Il a été conclu que les principaux obstacles à la confiance sont :

- La complexité des processus (au niveau national il y a de nombreuses institutions différentes impliquées, y compris des gouvernements nationaux pas toujours disposés à dialoguer) ;
- Le risque pour la réputation : nombre d'ONG craignent d'être perçues comme trop proches de la Banque (cooptées). De même, pour les directeurs de la Banque, travailler avec des ONG peut s'avérer risqué par rapport au gouvernement client ou aux cadres supérieurs, selon les résultats de la discussion ;
- L'hétérogénéité des parties prenantes à tous les niveaux, qui rend difficile le choix des interlocuteurs avec lesquels mener le dialogue ;
- Le manque d'engagement des gouvernements nationaux : dans de nombreux pays, les gouvernements nationaux n'acceptent qu'à contrecoeur de dialoguer avec la société civile locale (en vertu des pressions exercées par la Banque mondiale) ;
- Des attentes divergentes sur les enjeux du dialogue et sur ce qui peut et ne peut pas faire l'objet de discussions (à savoir : quels sont les thèmes que la Banque mondiale/le gouvernement sont disposés à soumettre à la discussion et qu'est-ce qui est au-delà de la portée du dialogue) ;
- Voies de communication inadéquates ou inexistantes : la culture, la langue, la technologie peuvent constituer des obstacles ;
- Lignes de reddition de comptes peu claires pour les dialogues au niveau national, lorsque personne ne s'est vraiment "approprié" les projets ni ne peut affirmer représenter entièrement les parties prenantes les plus importantes (gouvernements, services, société civile, etc.). Les relations antérieures et parallèles peuvent venir compliquer le dialogue.

Ces obstacles peuvent être surmontés en soulignant la nécessité d'un protocole de communication ouvert et transparent, mais aussi grâce à une vision claire et commune de l'objectif du dialogue.

Table 3 : Cette table a débattu le thème de la représentation et de l'inclusion. Il a été reconnu que les “règles du jeu” pour le processus de dialogue seront “à chacun selon ses compétences” en fonction du sujet, de l'objectif du dialogue et des différents participants au processus. Parmi les participants à l'activité de dialogue pourraient figurer des réseaux d'organisations de fournisseurs de services d'eau et d'assainissement en milieu urbain et des OSC se chargeant de surveiller la Banque, des groupes affectés négativement ou positivement par les projets de la Banque et d'autres organisations locales. Au sein de la Banque mondiale, il y a également des agents de liaison avec la société civile qui peuvent être sollicités pour fournir des informations. Il a été reconnu que le dialogue ne donnera pas de bons résultats si les

perspectives locales ne sont pas incluses ou si les problèmes de capacité au niveau local ne sont pas reconnus. De même, sous la rubrique “inclusion”, les informations émanant du dialogue devraient être diffusées dans les langues locales et en termes faciles à comprendre. Les critères de choix des participants au processus de dialogue devraient refléter les principes de légitimité, de transparence et d'inclusion plutôt que la représentativité ; en effet, les participants à cette discussion ont estimé qu'aucune entité ne saurait représenter les OSC dans leur ensemble. Le groupe a suggéré que le dialogue devrait, de préférence, commencer par la Stratégie d'assistance-pays (CAS) ou le Document d'information sur le projet (PID) – autrement dit dès l'un des premiers stades du cycle de projet.

Table 4 : Ce groupe a discuté du cycle de projet de la Banque et du choix du moment pour mener le dialogue. Les membres du groupe n'étaient pas d'accord sur la question de savoir si le dialogue existe ou non dans le cadre de la CAS ; par exemple, selon certains, il y a un dialogue dans bon nombre/la plupart des CAS, tandis que d'autres ont affirmé qu'il n'y en a presque aucun dans la pratique. Le degré de dialogue dépend du contexte institutionnel et gouvernemental. Bien que la CAS soit un document général, les membres de ce groupe pensent qu'un engagement plus pointu est nécessaire ; ainsi, le dialogue serait plus précis s'il se concentrait sur l'identification et la préparation du projet. L'aspect du suivi du dialogue, en particulier au niveau local, doit être renforcé. Selon ce groupe, les obstacles au lancement du dialogue sont liés aux éléments suivants :

- Maturité/capacité des OSC à s'engager dans le dialogue, capacité de suivi (au niveau communautaire) ;
- Politisation : au sein des CAS, elle peut être problématique, mais elle peut donner une occasion de s'engager ;
- Connaissances techniques spécialisées du personnel de la Banque ;
- Temps disponible pour la mise en oeuvre (pression sur le personnel pour qu'il s'acquitte de ses tâches) ;
- Budget non affecté aux éléments non financiers, non techniques. Parmi les efforts déployés pour tenter de surmonter ces obstacles figurent :
 - Relier la CAS au secteur et aux projets ;
 - Se pencher sur la Stratégie d'assistance commune (JAS) (à bailleurs de fonds multiples) dont est tirée la CAS ;
 - Cartographie des parties prenantes et processus d'évaluation sociale comme conditions préalables aux projets ;
 - Utilisation des bureaux de pays de la BM comme point focal des OSC ;
 - Suivi des performances à partir des communautés en guise de mécanisme ;
 - Intégration des OSC dans le suivi formel des activités de la BM.

Le dialogue peut requérir le renforcement institutionnel et le développement des capacités ; cependant, les membres du groupe ont insisté sur le fait que cet aspect ne doit pas compromettre l'indépendance des OSC. Ainsi, en Ouganda, un fonds a été créé par la BM pour le développement des capacités des OSC, indépendamment du gouvernement. Bien qu'il soit nécessaire de doter les participants des moyens de mener des activités de dialogue, les membres de ce groupe ont précisé qu'ils devaient avoir conscience des distorsions, qu'elles soient causées par l'argent de la BM ou par des ONG mondiales. Il est également nécessaire d'apprécier qu'il y aura des intérêts conflictuels dans le cadre de l'activité de dialogue, de sorte que la clé du problème réside dans la construction de mécanismes permettant l'intégration de ces impératifs différents.

Table 5 : Les personnes réunies autour de cette table ont parlé des avantages d'un dialogue OSC-Banque mondiale pour l'approvisionnement en eau des pauvres en milieu urbain, des risques et coûts associés à un processus de dialogue de ce type et des mécanismes d'atténuation des risques. Les principaux avantages du dialogue étaient perçus comme étant les suivants :

- La création d'un espace démocratique permettant la participation de tous les acteurs ;
- Influence accrue des OSC, ainsi que de la Banque mondiale, sur les gouvernements ;
- Un dialogue fructueux pourrait potentiellement raccourcir les cycles de projet de la Banque mondiale ;
- Le dialogue garantira à la Banque une restitution de la part des acteurs concernés aux niveaux local, national, régional et international.

Parmi les risques et les coûts associés au dialogue figurent :

- Le dialogue risque de devenir un processus demandant beaucoup de temps et qui n'aboutira pas à des résultats concrets pour les pauvres dans les zones urbaines des pays en développement ;
- Le dialogue risque d'être dominé par les organisations dotées de la voix la plus forte ou des fonds les plus importants ;
- La représentativité des acteurs impliqués ;
- Le risque pour la réputation des acteurs impliqués ;
- Le dialogue pourrait miner la position des autorités gouvernementales locales et nationales et affaiblir du même coup leur rôle dans les processus de prise de décisions, ce qui fragiliserait le système démocratique.

L'atténuation des risques et la "gestion des attentes" sont deux aspects qui ont été jugés particulièrement importants par les participants, étant donné qu'il n'y a aucune garantie dans le processus de dialogue. Les participants ont souligné que les parties prenantes doivent formuler et discuter des attentes au début du processus de dialogue. Parmi les autres stratégies suggérées pour atténuer ces risques, il a été prôné d'agir sur des activités de dialogue concrètes et de promouvoir le caractère inclusif du dialogue et son appropriation par les parties prenantes.

En conclusion, les membres de ce groupe ont reconnu que les avantages potentiels, les coûts/risques et les stratégies d'atténuation des risques seront différents selon le contexte géographique et politique du dialogue. Ils ont suggéré que le fait de mener le dialogue au niveau national pourrait présenter les meilleures chances de concevoir un processus de dialogue pleinement inclusif pour tous les acteurs concernés et qui se concentre sur les véritables défis à relever. De plus, ils ont lancé une mise en garde contre l'exclusion des

autorités gouvernementales (nationales comme locales) du processus de dialogue ; le dialogue ne saurait remplacer les processus démocratiques de prise de décisions ; il ne doit pas non plus affaiblir la position des gouvernements vis-à-vis de la société civile ou de la Banque mondiale.

Comptes rendus de la 2^{ème} série de sessions parallèle

Table 1 : Ce groupe a discuté de la manière de diagnostiquer les problèmes relatifs à l’approvisionnement en eau et à l’assainissement en milieu urbain. Il a été établi que la Banque mondiale réagit à des problèmes précis, en général définis par les gouvernements. Ainsi, lorsque la BM intervient, le problème a déjà été défini, de sorte qu’elle n’entre pas dans un dialogue avec les OSC sur les questions relatives à l’identification des projets. Par ailleurs, la BM négocie en général avec le gouvernement. En outre, le gouvernement de certains pays refuse que la BM traite avec les OSC, ce qui met la Banque dans une position délicate puisque c’est le gouvernement qui est son client. Les membres de ce groupe ont discuté de la faisabilité de quelques solutions à ces problèmes, comme par exemple changer le protocole de la Banque mondiale de manière à ce qu’elle ne négocie avec le gouvernement que si les OSC sont invitées à s’impliquer.

Table 2 : Ce groupe a discuté de la manière d’élaborer des lignes directrices pour la participation des OSC au dialogue. Il a été suggéré qu’une activité de dialogue possible pourrait être l’élaboration de lignes directrices et d’une boîte à outils qui indiquent comment la Banque mondiale pourrait faire participer les OSC à la conception et la mise en oeuvre des projets. Elles pourraient être utilisées pour la formation du personnel de la Banque aux niveaux mondial ou régional. (La BM a récemment mis à jour un “*Civil Society Source Book*” (manuel de référence sur la société civile) qui pourrait constituer un bon exemple du type de manuel à élaborer.)

Toutefois, le groupe a souligné qu’il fallait éviter que ces lignes directrices soient “universelles” et qu’elles devraient prendre en compte le contexte du pays. Les travaux de recherche précédant la formulation de lignes directrices et leur rédaction contribueront à créer un climat de confiance et à développer un terrain d’entente autour des définitions, des données et des analyses.

Une question importante est celle de savoir si ces lignes directrices devraient être élaborées au niveau mondial ou seulement au niveau du pays. Le consensus au sein du groupe était qu’elles devraient effectivement être développées dans une optique mondiale et diffusées dans tous les pays, mais qu’elles devraient d’abord être élaborées au niveau du pays de manière à revêtir une utilité pour le contexte dudit pays. Un bon exemple est celui des lignes directrices relatives à la participation civile au suivi des politiques de réforme de l’eau mises au point par WaterAid et dont la préparation débuta par 10 études de cas nationales qui firent l’objet de discussions lors d’un atelier en Ouganda.

Parmi les points abordés concernant les participants éventuels, on peut citer les questions suivantes :

- Est-ce qu’il faut inclure dans ce processus tant les OSC opérationnelles (qui sont disposées à collaborer davantage) que les OSC menant des travaux de plaidoyer sur les politiques (qui tendent à être plus critiques) ?

- Les universitaires et les représentants gouvernementaux devraient-ils eux aussi prendre part au processus d'élaboration des lignes directrices ? Les membres de ce groupe ont estimé qu'il est important d'inclure le gouvernement, mais pas forcément au début du processus/de l'activité de dialogue entre les OSC et la BM.

Table 3 : Ce groupe a discuté du thème des partenariats entre les OSC et le secteur public dans le contexte de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en milieu urbain. Selon les membres de ce groupe, il existe peut-être des exemples de partenariats réussis entre des OSC et le secteur public, mais ils ne sont pas très connus, peut-être parce qu'ils ne sont pas documentés de manière facilement accessible. Par exemple, la BM emploie une procédure longue et compliquée pour identifier un projet "réussi". Par conséquent, la documentation de ces expériences pourrait constituer une première étape utile dans le sens du dialogue et ces documents pourraient ensuite être distribués pour faire l'objet de commentaires. On peut utiliser des cas de partenariats fructueux entre la communauté et le secteur public dans le domaine de l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain afin d'influer sur les politiques générales, mais aussi pour informer les communautés – par exemple une communauté guatémaltèque peut tirer les enseignements de l'expérience d'une communauté nigériane. La diffusion de ces cas pourrait se faire au travers de réunions pratiques ou bien par l'intermédiaire des médias.

Table 4 : Le thème de débat assigné aux membres de ce groupe était les relations entre l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain (AEAU) et la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Le groupe a reconnu que les utilisations différentes de l'eau tendent à être traitées séparément et a admis la nécessité de replacer l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain dans un contexte plus large. Ainsi, le dialogue devrait, selon ce groupe, se concentrer au niveau des bassins ou des hydrosystèmes transfrontaliers. Les parties prenantes au niveau du bassin devraient être ciblées au travers d'une approche "ascendante" ; le recours à des comités/conseils institutionnels a été suggéré dans ce contexte pour faciliter le dialogue. Selon les membres de ce groupe, la BM semble se tourner vers les OSC les plus grandes pour mener un dialogue, mais les OSC de moindre envergure devraient elles aussi être invitées à jouer un rôle. Ils ont identifié les activités de dialogue potentielles suivantes pour conjuguer la GIRE et l'AEAU :

- Évaluations de l'impact environnemental des projets relatifs à l'eau ;
- Demandes par les services d'approvisionnement en eau pour l'obtention du droit d'utiliser l'eau au niveau du bassin ;
- Renforcement des capacités pour garantir une véritable participation.

Table 5 : On a assigné à ce groupe le thème du dialogue sur le financement de l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain. Au niveau mondial, le groupe a identifié des activités importantes, comme l'échange de connaissances et d'enseignements et le plaidoyer en faveur du secteur. Au niveau national, le groupe a estimé que les thèmes de dialogue pourraient être axés sur l'utilisation efficace, rentable et transparente des fonds ; une activité dans ce contexte pourrait englober la Revue des dépenses publiques (PER) de la BM comme mécanisme de dialogue. Ce groupe a pris conscience du potentiel de dialogue au niveau régional, car il autonomiserait les niveaux inter-pays et intersectoriels et serait moins intimidant pour les gouvernements nationaux. Le groupe a identifié un certain nombre de modes de coopération au niveau du pays, notamment:

- La coopération au niveau du projet ;
- La présentation publique des Revues des dépenses publiques (PER) ;
- La compilation conjointe de données fiables de qualité;
- Des réunions entre les OSC, la BM et les gouvernements ou des réunions trimestrielles de bilan;
- Un plaidoyer au niveau mondial pour accroître les ressources affectées;
- Un rôle de veille pour les OSC.

Déclarations de clôture

Dans ses remarques de clôture, Eustache Ouayoro, au nom de la Banque mondiale, a confirmé la nécessité pour les OSC et la BM de s'efforcer à la fois d'améliorer leur travail en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain et d'atteindre les OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), en particulier en Afrique. M. Ouayoro a indiqué un certain nombre de manières dont les OSC peuvent d'ores et déjà influencer la prise de décisions de la BM, comme par exemple :

- La préparation des CAS et des DSRP ;
- La Stratégie de l'eau au niveau des pays – là où sont prises les décisions gouvernementales;
- Les Plans d'action nationaux pour les OMD ;
- Le personnel des bureaux de pays de la BM – en particulier en Afrique, où il y a de nombreuses antennes locales.

M. Ouayoro a également mis en relief le rôle que les OSC peuvent jouer en vue de pousser la BM à rendre des comptes, par exemple en assurant le suivi des résultats des projets de la BM et en les mesurant.

En réponse, Edward Kairu, au nom du FAN, a remercié la Banque d'avoir reconnu franchement qu'elle n'a d'autre choix que de travailler avec les OSC. M. Kairu a souligné qu'il était important que les OSC et la BM apprennent à se connaître, puisqu'elles présentent chacune des avantages comparatifs en matière de travail avec les pauvres en milieu urbain. M. Kairu a notamment insisté sur la nécessité pour les OSC d'intervenir à tous les niveaux du cycle du projet – en particulier pour ce qui est de la sélection des projets. Il a reconnu que le dialogue peut être complexe et qu'il constituera un défi : même si cet atelier n'entraîne pas le dialogue, les portes devraient rester ouvertes. M. Kairu a également reconnu que les gouvernements ont un rôle clé à jouer dans le processus de dialogue.

4. Liste des participants à l'atelier

Banque mondiale et organismes associés :

Luiz Gabriel Azevedo, ECA –spécialiste en chef des ressources en eau

Oscar Alvarado, SAR - spécialiste senior AEA

Ato Brown, AFR – ingénieur en chef en assainissement

David Michaud, LAC – jeune professionnel

Genevieve Connors, EAP - jeune professionnelle

Claudio Purificato, EAP - spécialiste AEA

Eustache Ouayoro, AFTU2 – responsable de secteur

Andrew Makhoka, MNA – spécialiste senior AEA

Jamal Saghir, ETW – directeur

Matar Fall, ETW – spécialiste en chef AEA
Meike van Ginneken, ETW - spécialiste senior AEA
Eric Dickson, ETW – spécialiste-adjoint AEA
Jyoti Shukla, PPIAF – chargé de programme
Karla Chaman, EXT Dev Communications – responsable des communications
John Garrison, EXT – agent senior de liaison avec les ONG
Tracey Osborne, PPIAF – responsable des communications
OSC :
Jorge Mora Portuguez Coordinateur FAN-AC pour le Costa Rica
Edward Kairu président et directeur exécutif d'ANEW, Maji na Ufanisi (ONG pour l'eau et le développement) Nairobi, Kenya
Jamillah Mwanjisi Maji na Ufanisi (coordinateur d'ANEW), Kenya
Danielle Hirsch Responsable des opérations, BothEnds, Pays-Bas
Ramisetty Murali Modern Architects for Rural India (MARI), Inde
Mariana Sell IPANEMA (Institut de recherche avancée sur l'économie et l'environnement), Brésil
Joseph Halder Forum des ONG du Bangladesh
Jeanette de Noack Centro de Acción Legal Ambiental y Social, CALAS, Guatemala
Patrick Apoya Coalition of NGOs in Water and Sanitation (CONIWAS), Ghana
Nathalie Seguin Coordinatrice de FAN Mexique
Rolando Castro Membre de FAN-AC, Costa Rica
Ceridwen Johnson Responsable de l'information et des communications du FAN, Londres
David Boys Utilities for Public Services International
Robin Simpson Conseiller Senior en politique générale auprès de Consumers International et consultant freelance à Londres
Ken Caplan Building Partnerships in Development for Water and Sanitation, Londres
Laura Hucks WaterAid, Londres
Timeyin Uwejamomere WaterAid, Londres
Belinda Calaguas WaterAid, Londres
Yemisi Ransome-Kuti Nigeria Network of NGOs, Nigeria
Maj Fiil Food & Water Watch, Washington
Molly McCoy ITUC/Global Unions, Washington Office

Consultants de l'étude exploratoire
Sue Cavill Public World, Londres
Brendan Martin Public World, Londres

Pour obtenir un complément d'information et pour contribuer à l'étude exploratoire, veuillez contacter Public World, le cabinet conseil désigné par le FAN, avec le soutien de la Banque mondiale, pour la mener à bien. Vous pouvez contacter l'équipe chargée de l'étude exploratoire de quatre manières :

Par e-mail : dialogue@publicworld.org

Par courrier : Dialogue, Public World, 29 Moresby Road, Londres, E5 9LE, Royaume-Uni

Par téléphone : +44 20 8806 7107

Par fax : +44 20 8806 5814

Annexe 3

Déclaration conjointe suite à l'atelier de Washington, February 26, 2007

Londres, le 9 mars 2007

L'eau et l'assainissement pour les pauvres en milieu urbain : Dialogue entre la Banque mondiale et les organisations de la société civile

La semaine dernière, la Banque mondiale et le Réseau d'action pour l'eau (Freshwater Action Network - FAN) ont fait un premier pas dans le lancement de leur initiative commune en vue de promouvoir un dialogue systématique entre la Banque et les organisations de la société civile (OSC) à propos des services d'eau et d'assainissement pour les pauvres en milieu urbain. Ils ont tenu un atelier commun lors de la Semaine de l'eau de la Banque mondiale à Washington, D.C., dans le cadre d'une étude exploratoire pour évaluer le potentiel de dialogue et identifier des thèmes spécifiques et des modes de dialogue susceptibles d'être amorcés aux niveaux mondial, régional et national.

Les 15 délégués de la Banque présents à l'atelier étaient sous la direction de Jamal Saghir, Directeur du Département Énergie, Transports et Eau de la toute nouvelle vice-présidence pour le développement durable créée au sein de la Banque. En souhaitant la bienvenue aux participants, M. Saghir a souligné l'engagement de l'institution à travailler avec les OSC et les autres acteurs pour renforcer les efforts visant à ce que tout le monde puisse accéder à des services d'eau et d'assainissement. Parmi les délégués de la Banque mondiale figuraient aussi plusieurs chargés de mission ayant trait à l'eau dans différents points du globe ainsi que des experts en communications et en interaction avec la société civile.

La plupart des délégués des OSC présents à l'atelier étaient des membres du groupe consultatif du FAN, ayant mis sur pied le projet avec la Banque mondiale. Le groupe consultatif est constitué de représentants d'OSC d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, y compris les réseaux régionaux du FAN en Afrique (ANEW), en Amérique centrale (FAN-AC), au Mexique (FAN-Mex) et en Amérique du Sud ainsi que les ONG internationales WaterAid et BothEnds. Par l'intermédiaire de ses 499 membres et associés, le FAN fédère environ 4.000 organisations non gouvernementales (ONG) et communautaires, soit directement soit par le biais des réseaux régionaux ou nationaux qui lui sont affiliés. Aux rangs des autres OSC ayant pris part à l'atelier figuraient Public Services International, la fédération mondiale des syndicats représentant les employés des services d'eau ; et l'organisme de protection des consommateurs basé à Washington Food and Water Watch.

L'atelier a passé en revue les leçons tirées des initiatives antérieures en vue de promouvoir l'échange d'informations et le partage de connaissances entre les OSC et la Banque mondiale dans le secteur de l'eau et l'assainissement et il a étudié comment encourager le dialogue à venir. Parmi les thèmes abordés figuraient la question de savoir comment permettre la participation des pauvres à l'identification des obstacles à la fourniture de services à leurs

communautés et leur solution ; les modes possibles de financement de ces services et les rôles des secteurs public et privé et des groupes communautaires dans ces prestations.

D'ici le mois de juin, lorsque prendra fin l'étude exploratoire, les OSC et le personnel de la Banque mondiale seront invités à proposer des activités de dialogue qu'ils estiment susceptibles de valoriser les efforts déployés pour développer et rehausser les services d'eau et d'assainissement en milieu urbain. Ils seront aussi consultés sur les « règles du jeu » et autres questions liées au processus de dialogue, en vue de promouvoir la reddition de comptes, l'inclusion, la transparence et la confiance entre les participants. En outre, l'étude exploratoire tentera de mettre en relation les intéressés des OSC et de la Banque mondiale et de les aider en évaluant la faisabilité de leurs propositions et en identifiant des sources éventuelles de financement.

Pour obtenir un complément d'information et pour ajouter votre voix à l'étude exploratoire, veuillez vous mettre en rapport avec Public World, le cabinet conseil désigné par le FAN, avec l'appui de la Banque mondiale, pour se charger de l'étude. Vous pouvez contacter l'équipe de consultants de quatre façons :

Par e-mail : dialogue@publicworld.org

Par courrier : Dialogue, Public World, 29 Moresby Road, Londres, E5 9LE, Royaume-Uni

Par téléphone : +44 20 8806 7107

Par télécopie : +44 20 8806 5814